



Une dynamique d'Espace Test d'Activités pour les Jeunes 16-30 ans en Biovallée ?

Analyse des ressources, manques, freins et opportunités pour développer un ETAJ, dans le cadre de la réflexion portée par la Frapp sur la création d'un Foyer de Jeunes Travailleurs dans la Vallée de la Drôme.

Novembre 2024 – Mars 2025.



Table des Matières

| | |
|--|----|
| Introduction | 5 |
| Pourquoi un projet de FJT-ETAJ ? Pourquoi un diagnostic ETAJ ? | 5 |
| La démarche ETAJ..... | 6 |
| Méthodologie du diagnostic | 9 |
| Les jeunes sur le territoire | 11 |
| Les conditions de vie des 16-30 ans..... | 11 |
| Les 16-30 ans, le chômage et l'emploi | 17 |
| Les ressources existantes pour accompagner les jeunes..... | 21 |
| Richesses et manques | 21 |
| Enjeux transversaux | 28 |
| L'avis des acteurs sur l'ETAJ et le FJT | 32 |
| ETAJ : Intérêts, réserves et préconisations générales | 32 |
| Éléments spécifiques au Crestois..... | 36 |
| Éléments spécifiques au Diois..... | 37 |
| En guise de conclusion | 39 |
| Annexe 1 / Liste des partenaires rencontrés | 42 |
| Annexe 2 / Retour sur les questionnaires Jeunes | 43 |
| Annexe 3 / Cartographie des acteurs..... | 44 |

La Frapp

145 A Chemin de Romezon – 26400 Mirabel et Blacons

contact@lafrapp.org

Site internet : www.lafrapp.org

Siret : 821 242 385 00010

Contacts :

Thierry Véclin – 06 85 84 91 98 – thierry.veclin@lafrapp.org

Karine Melzer – 06 20 17 01 44 – karine.melzer@lafrapp.org

Introduction

Pourquoi un projet de FJT-ETAJ ? Pourquoi un diagnostic ETAJ ?

La dynamique autour d'un projet de lieu de vie, d'expérimentation, de formation et d'insertion en Biovallée, à destination des jeunes adultes (16-30 ans), est née courant 2021. Un premier cercle d'acteurs locaux a été associé de manière « informelle » au printemps 2021 à l'initiative de La Frapp : la CAE Solstice, la MJC-CS Nini Chaize, l'ESCDD, Aire-Trésor. D'autres acteurs ont été rencontrés par la suite : le 8FabLab, la Mission Locale, la CAF de la Drôme...

A partir des diagnostics réalisés, des actions et initiatives engagées et de la vision et connaissance du territoire de chacun, nous nous sommes accordés sur la pertinence et le besoin de travailler sur les questions du logement et de l'accompagnement à la création d'initiatives et d'activités des jeunes du territoire. Le logement des jeunes est partout identifié comme une difficulté et un frein majeurs dans le parcours des jeunes et la construction de leur avenir professionnel. En Drôme comme ailleurs, les dispositifs d'accompagnement des jeunes adultes, notamment celles et ceux éloignés de « l'agir » et de « l'entreprendre », restent rares mais de nouvelles formes d'accueil, d'expérimentation, d'accompagnement émergent, comme en témoigne le réseau Piments, coordonné par la Frapp, qui porte depuis quelques années et développe dans des territoires ruraux comme urbains ou péri-urbains le concept et la démarche d'Espace-Test d'Activités pour les Jeunes (ETAJ).

L'idée du projet « FJT-ETAJ en Biovallée » se précise alors : fonder un lieu multi-partenarial qui propose des solutions de logement innovantes et abordables, favorisant l'émancipation, l'autonomie et l'assimilation de pratiques coopératives et écologiques pour les jeunes, mais aussi qui permette la mise en synergie des actions, dispositifs et réseaux des partenaires et des acteurs en présence sur le territoire, au profit de parcours personnels et professionnels des jeunes adultes et de projets collectifs générateurs de services et de cohésion sociale sur le territoire.

Un diagnostic complet sur « Les besoins en logement des jeunes » a été produit et diffusé par La Frapp fin 2023. **Le présent diagnostic s'attache à la deuxième dimension du projet et vise à évaluer l'opportunité et la faisabilité de la co-construction d'une dynamique « ETAJ »**, visant la mobilisation et l'articulation des compétences, savoir-faire, réseaux, outils et dispositifs de chacun, dans une logique structurée et coordonnée, au profit du parcours des jeunes et de l'accompagnement de leurs projets de création d'initiatives / d'activités, de l'émergence de l'idée du projet jusqu'au test d'activité.

A travers ce diagnostic nous avons cherché à vérifier les deux hypothèses suivantes :

Hypothèse 1 : Il existe un besoin d'accompagnement en amont du projet d'activité : comment susciter de l'idée, de l'envie et accompagner de l'envie au projet ? (Ensuite, des relais existent).

Hypothèse 2 : Il y a un intérêt pour le territoire de mieux articuler les compétences des acteurs pour pouvoir adapter au mieux aux jeunes, construire là où il y a des trous, accompagner dans la durée...

La démarche ETAJ

La démarche d'Espace-Test d'Activités pour les Jeunes a vocation à permettre aux jeunes d'être accompagnés à faire germer une envie, une idée, à la formaliser, la mettre en œuvre et à pouvoir la tester, tout en développant des compétences, des aptitudes et des savoirs essentiels pour comprendre les enjeux de société contemporaine et donc développer du pouvoir d'agir. S'inscrivant dans une approche globale de l'accompagnement à « l'agir » et « l'entreprendre », elle articule et fait coopérer différents acteurs et modes d'intervention d'un territoire, dans une logique de complémentarité. Elle cherche à couvrir l'ensemble du processus « de l'idée au lancement du projet », pour s'adapter au mieux à chaque situation, à chaque jeune, et pour pouvoir agir autant que possible sur l'ensemble des sujets auxquels les jeunes peuvent être confrontés dans leur démarche, au cours de leur parcours. L'ETAJ est davantage une démarche qui se construit concrètement localement plus qu'un modèle de dispositif prédéfini, « clés en mains ». Il s'adapte aux contextes, caractéristiques, enjeux et dynamiques du territoire où il se développe et peut prendre différentes formes complémentaires :

- La mise en place d'actions collectives impliquant plusieurs acteurs du territoire (Cf. ci-dessous), en fonction des jeunes et de leurs besoins, envies, idées... et dans une logique de parcours coordonnés,
- La construction de projets collectifs mutualisés, dans une logique de consortium, pour répondre à des appels à projets « d'envergure » (montants importants, pluri-annualité...) auquel aucun partenaire ne pourrait répondre seul,
- L'organisation territoriale d'un accueil et d'un accompagnement « de l'idée au projet » permanent et dans la durée, en complément et articulation avec les actions « ponctuelles » et les dispositifs auxquels ils peuvent participer,
- La structuration de lieux-espaces d'accueil et de test d'activité, incluant les dimensions « pépinière » et « couveuse », pour accueillir les projets en phase de test concret.

Les actions mises en œuvre dans le cadre d'ETAJ sont ouvertes à tous les jeunes et leur permettent d'avoir un statut durant l'action (service civique d'initiative, CEJ, contrat CAPE, formation professionnelle... selon les actions). Dans les faits elles concernent majoritairement des jeunes de niveau bac ou infra bac mais aussi des jeunes plus diplômés en quête de sens/réorientation, en interrogation sur la suite de leur parcours, en manque de réseau et d'opportunités, en difficulté économique... Les principales et diverses raisons, motivations des jeunes : pouvoir, **dans un cadre sécurisé**,

- Cheminer, explorer une envie, une idée..., rencontrer des initiatives, même si on n'est pas au clair, en étant aidés
- Découvrir, expérimenter une activité d'utilité sociale
- Découvrir, expérimenter une expérience de gestion d'entreprise « simplifiée » et différents métiers/fonctions liés
- Se former et acquérir de nouvelles compétences et aptitudes
- (Arriver à) s'engager dans une expérience pour essayer des choses, (re)prendre confiance en soi, révéler/acquérir/renforcer des compétences, croiser, échanger avec d'autres jeunes, vivre des moments ou des projets collectifs, se tester... Souvent cet engagement implique un travail individualisé avec le ou la jeune en amont

- Sortir d'un quotidien « qui enfonce », (se) bouger / avoir un revenu, même si faible
- Dans une démarche « claire » de création d'activité, avoir la possibilité de tester, de commencer à mettre en œuvre l'activité en pouvant bénéficier d'un accompagnement adapté... avant de se lancer en autonomie.

Exemples d'actions mises en œuvre dans le cadre d'ETAJ

L'Entreprise Coopérative Jeunesse (ECJ) : l'ECJ porte une activité économique prédéfinie pour permettre à un collectif de jeunes de 18 à 30 ans d'avoir une expérience d'entrepreneuriat coopératif, en prenant collectivement des décisions et des responsabilités, mais aussi de découvrir des métiers, se doter d'expérience professionnelle, consolider des compétences et capacités... L'accompagnement de cet espace-test est double : celui lié au métier et aux compétences qui composent l'activité réalisée, et l'accompagnement lié au savoir-être, à la coopération, au collectif, à la prise de décision. Après avoir pris en main les tâches principales, ils sont chargés de cogérer les différentes fonctions de l'activité et de l'entreprise, en étant accompagnés. En amont, les accompagnants dispensent une semaine de formation sur les spécificités de l'activité/des métiers, et sur les méthodes d'éducation populaire qui facilitent la coopération. S'ensuivent des temps de formation hebdomadaires sur les compétences entrepreneuriales et des temps de gestion collective de l'entreprise. Ils apprennent en faisant, chaque nouvelle problématique est source d'auto-formation collective, renforcée par les apports des professionnels.

Plusieurs ECJ ont été mise en place ou sont en projet dans les Landes (snack de plage, restauration), en Ardèche (restauration, boutiques éphémères), à Saint-Etienne (boutique éphémère, projet de boulangerie), en Haute-Loire (projet en restauration) ; des études de faisabilité d'ECJ sont en cours sur le numérique et le BTP/Réemploi.

La Caravane des possibles : elle permet à des jeunes de construire un projet par le biais de la découverte d'initiatives inspirantes, du territoire, du collectif entre pairs et l'expérimentation d'activités selon leurs projets. Il s'agit de co-construire et effectuer un parcours mêlant découverte d'initiatives/de territoires, formation, accompagnement de projet, méthodologie et outillage, expérimentation d'activités, apprentissage du travail d'équipe. Chaque jeune développe son propre projet d'intérêt général sur son territoire en étant accompagné.e individuellement et participe à des regroupements-formations, à des rencontres en visio tous les mois (interconnaissance, échanges sur les projets...). Les regroupements-formations sont, au-delà des thèmes abordés, des temps pour travailler le vivre ensemble : s'organiser pour se répartir dans les dortoirs, le temps du repas du soir est préparé par les jeunes... Un bilan collectif est réalisé à la fin du parcours et un bilan individuel est effectué avec chaque jeune notamment pour faire le point, évaluer les apports et effets du parcours (sur le jeune, sur ses projets) et pour envisager la suite.

Les Lieux ETAJ : ce sont des lieux permettant d'accueillir les jeunes tout au long de l'année, de les accompagner dans leurs idées, envies, initiatives, projets, et de mettre à disposition des jeunes des espaces et/ou matériel pour les projets prêts à entrer en phase de test. Par exemple, la Capsule, portée par l'association Cap Berriat à Grenoble, propose dans une surface de 1000 m² des espaces grand public (une « rue culturelle », un café associatif animé par des jeunes en projet...), différents

espaces d'expérimentation et de pratique pour les jeunes (Biolab, Medialab...) et une pépinière de travail. Dédiés à la fois au lancement d'associations et à la création d'activités portées par jeunes de 16 à 30 ans, ces espaces doivent aussi permettre de créer, se rencontrer, échanger, apprendre, transmettre et faire vivre les dynamiques humaines. La mise en œuvre du projet se fait en concertation et co-construction avec des structures et associations locales, qui interviennent à la Capsule de manière régulière et/ou selon les projets des jeunes.

Méthodologie du diagnostic

Territoire observé

Le projet s'inscrit sur le territoire de la Biovallée, correspondant au bassin versant de la rivière Drôme, et réunissant trois intercommunalités : la Communauté des communes du Val de Drôme (CCVD), la Communauté des communes du Crestois et Pays de Saillans (CCCPS) et la Communauté des communes du Diois (CCD). Il a vocation à s'implanter en zone rurale, et vise plus particulièrement les bassins de vie du Crestois et du Diois.

Les données concernent, selon les sources, l'ensemble de la Biovallée, ou chacune des trois intercommunalités avec des zooms sur le Crestois et le Diois. Pour le Crestois, des données peuvent être agrégées avec des données de la CCVD hors Loriol-Livron.

Sources de données

✓ Pour les données quantitatives :

Les sources statistiques utilisées sont :

- L'INSEE et l'observatoire des territoires (<https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/>)
- Les données thématiques et locales de l'observatoire régional de France Travail <https://www.observatoire-emploi-ara.fr/>
- Les données fournies par la CAF de la Drôme sur demande
- L'observatoire de la fragilité numérique fourni par la Mednum : <https://www.fragilite-numerique.fr/>

✓ Pour les données qualitatives :

A l'échelle nationale, plusieurs enquêtes sur la jeunesse et notamment :

- Enquête « Jeunesses et Recherche d'Emploi », YouthForever 2023 : <https://www.youth-forever.com> ,
- Enquête « Les jeunes en 2024 : davantage optimistes et investis dans le bénévolat » publiée par la plateforme gouvernementale <https://www.vie-publique.fr>

Pour les données locales,

- L'étude « Jeunesse à défendre » menée par le réseau d'acteurs jeunesse de la Vallée de la Drôme en 2020-2021,
- Le diagnostic 10-25 ans « Jeune dans le Diois » - 2022
- Les premiers résultats de l'étude jeunesse menée par la CCVD en 2024 présentés oralement par la chargée de mission
- Le rapport d'activité de la Mission Locale Vallée de la Drôme 2022
- Les Conventions territoriales globales de la CAF (CTG) avec la CCVD (2022-2026), la CCCPS (2023-2027) et la CCD (2018-2022)

Pour les données qualitatives spécifiques à cette étude :

- 36 entretiens avec des professionnels représentant 30 structures du territoire (liste en annexe).
- Une quinzaine d'entretiens avec des jeunes (rencontrés via le Forum Crest Ta Chance ou via des orientations de partenaires dont Osons Ici et Maintenant et le réseau).
- Un questionnaire à destination des 16-30 ans. Ce questionnaire est indicatif car il porte sur une cohorte de « seulement » 30 jeunes (même si l'échantillon recouvre une diversité d'âges et de niveaux scolaires et situations, avec une bonne répartition Crestois / Diois). Il permet de « prendre une température ». Il nous a paru plus pertinent de réserver une consultation des jeunes plus significative et représentative dans un second temps, si la dynamique ETAJ se confirme. Les résultats du questionnaire complètent, et, parfois, nuancent ou contredisent les paroles des acteurs ou des jeunes issues des entretiens, ce qui mériterait d'être creusé.

Démarche :

Pour mener à bien le diagnostic, nous avons procédé d'abord à une récolte des matériaux quantitatifs et qualitatifs listés ci-dessus.

Une phase d'analyse et de synthèse a permis d'en faire ressortir des constats et des pistes de travail. Ceux-ci ont été partagés avec les acteurs impliqués lors d'un temps de présentation et discussion (le 28 mars 2025), afin d'enrichir et adapter les analyses et de la synthèse présentées ensuite au Comité de pilotage (le 04 avril 2025).

Les jeunes sur le territoire

Les conditions de vie des 16-30 ans

Démographie

La population totale du territoire continue à progresser régulièrement (autour de +5% ces 5 dernières années), pour atteindre **58.958 habitant.es fin 2024**. Elle est marquée par un phénomène de vieillissement, avec une sur-représentation des plus de 60 ans et une **sous-représentation des moins de 30 ans**, notamment dans le Crestois Pays de Saillans (CPS) et plus encore dans le Diois. Alors que les 15-29 ans représentent près de 18 % de la population française, ils et elles ne comptent que pour 13 % dans la population du CPS et pour 11% dans celle du Diois. La population des 15-29 ans progresse tout de même sur ces deux territoires, mais moins vite que l'ensemble de la population. **En 4 ans, on dénombre 629 jeunes de 15-29 ans supplémentaires**, soit une progression de cette tranche d'âge de +8.2% par rapport à 2020 pour l'ensemble de la Biovallée.

Ainsi, fin 2024, 8.251 jeunes de 15-29 ans sont domiciliés sur les 3 intercommunalités : 4.171 dans le Val de Drôme (VDD), 2.811 dans le CPS et 1.269 dans le Diois.

Ces jeunes sont particulièrement **concentrés dans les villes-centre** : en 2020, 43 % des 2.772 jeunes du Crestois-Pays de Saillans et des 1.319 jeunes du Diois étaient basés à Crest ou Die.

| | Population | Evolution pop. sur 5 ans | Population 15-29 ans | Evolution pop. 15-29 ans | Population Active | Evolution Pop. Active | Population Active 15-24 ans | Evolution Pop. Active 15-24 ans |
|----------|------------|--------------------------|----------------------|--------------------------|-------------------|-----------------------|-----------------------------|---------------------------------|
| CC VDD | 30900 | +4.6% | 4171 | -3.3% | 14466 | +4.1% | 1296 | +1.6% |
| CC CPS | 16102 | +7.7% | 2811 | +5.7% | 7123 | +7.9% | 649 | -8.6% |
| CC Diois | 11956 | +4.8% | 1269 | +3% | 5217 | +3.5% | 410 | -7.2% |
| Total | 58958 | | 8251 | | 26806 | | 2355 | |

Observatoire France Travail Aura – Données conjoncturelles à fin 2024

Situation sociale

Le logement (données INSEE 2020)

La part de jeunes déclarant vivre seul.e est inférieure à la moyenne départementale, pour les 15-19 ans (0.8% pour la CCVD, 1.9% pour la CCCPS, 3.6% pour la CCD ; contre 5% pour la Drôme) et les 20-24 ans sauf pour le Diois (10.3% pour la CCVD, 13.8% pour la CCCPS, 20% pour la CCD ; contre 18.1% pour la Drôme). Par contre, la part de jeunes de 20-24 ans qui déclarent vivre en couple est partout inférieure à la moyenne départementale (24% sur la CCVD, 13.8% sur la CCCPS, 25.1% sur la CCD ; contre 25.9% pour la Drôme). **La majorité des jeunes de 15 à 24 ans vit donc dans leur famille**

ou en « autre ménage » de type colocation. Cela peut-être le signe d'une difficulté à accéder à un logement autonome pour s'installer seul ou en couple.

Les Allocataires CAF (données CAF de la Drôme 2024)

En 2024, la CAF de la Drôme dénombre **2.970 allocataires de 16 à 30 ans** sur le territoire de la Biovallée : 1.278 jeunes de 16-25 et 1.692 jeunes de 26-30 ans.

La CCVD compte 1.574 allocataires 16-30 ans (dont près de la moitié sur Loriol et Livron), la CCCPS 874 et la CCD 522.

19% des allocataires 16-30 ans ont des enfants. Cela représente 574 familles, dont 128 en monoparent, et 850 enfants.

Près d'un jeune allocataire CAF sur cinq dispose de bas revenus.

Pour les 16-25 ans, les moyennes et médianes du Quotient Familial se situent entre 510 et 640€, avec un niveau plus élevé dans le Diois comparé à la CCCPS et à la CCVD.

Pour les 26-30 ans, les moyennes et médianes du Quotient Familial se situent entre 640 et 960€, avec cette fois un niveau plus faible dans le Diois.

Les principales allocations perçues par les jeunes 16-30 ans sont la Prime d'activité, pour 1/3 d'entre eux, et l'Aide au Logement, pour 15% d'entre eux.

Ils ne sont que 7% à percevoir le Revenu de Solidarité Active (204 allocataires, dont 87 sur la CCVD, 73 sur la CCCPS et 44 sur la CCD). Et 5% perçoivent une Allocation Adulte Handicapé (160 allocataires, dont 60 sur la CCVD, 58 sur la CCCPS, 42 sur la CCD)

L'emploi et le chômage (données Observatoire France Travail Auvergne Rhône Alpes 2024)

Le taux d'actifs chez les 16-24 ans est élevé, proche de 50%. Les 2355 actifs de 16-24 ans représentent 9 % des actifs du territoire. Ils sont toutefois confrontés à un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale (26.2%, contre 24,7%) : 831 jeunes de moins de 26 ans inscrits à France Travail. Les données sur l'emploi et le chômage sont détaillés dans la suite du document.

La Fragilité numérique (données Mednum 2024)

Mednum compile des indicateurs de risque gradués de 0 à 10 qui, agrégés, déterminent la fragilité numérique d'un territoire (<https://fragilité-numérique.fr>). Il est possible de filtrer les résultats en ciblant différentes classes d'âge. L'indice de fragilité numérique calculé par Mednum pour la population « Jeunes » du Diois est fort (7.2/10), moyennement fort pour le CPS (6.1), et plutôt faible pour le VDD (4.8).

Le CPS et le Diois présentent des indicateurs communs de fragilité, systématiquement plus importants pour le Diois :

- la Part des 16-25 ans sans emploi, ni études, ni formation (NEET) (7.8 pour le CPS ; 8.0 pour le Diois)
- la Part des ménages monoparentaux de moins de 25 ans (6.6 ; 9.4)
- les Freins à la mobilité (6.3 ; 8.9)
- le Taux de chômage 15-24 ans (8.8 ; 5.6)
- le Recours aux prestations sociales (6.5 ; 8.2)

Le CPS présente un facteur de risque particulier :

- la Part des pas ou peu diplômés 15-25 ans (8.3)

A contrario, ce facteur présente un indice faible dans le Diois (3.4)

Le Diois présente des facteurs de risque particuliers :

- la Distance aux bibliothèques et aux MJC (5.6)
- la Distance aux services publics (8.0)
- la Part des Allocataires Adultes handicapés (AAH) (8.4)

| | 6.1 | 7.2 | 4.8 |
|--|---|---------------------------|---|
| | CC du Crestois et de Pays de Saillans Cœur de Drôme EPCI / EPT | CC du Diois EPCI / EPT | CC du Val de Drôme en Biovallée EPCI / EPT |
| Informations sur le territoire ^ | | | |
| Indice de fragilité numérique v | | | |
| Taux de non-couverture Très Haut Débit | 7.3 | 7.9 | 8.7 |
| Taux de non-couverture 4G | 6.8 | 9.2 | 6.7 |
| Taux de pauvreté moins de 30 ans | 4.0 | 4.0 | 4.0 |
| Part des 16-25 ans sans emploi, ni études, ni formation (NEET) | 7.8 | 8.0 | 5.3 |
| Part des pas ou peu diplômés 15-25 ans | 8.3 | 3.4 | 5.1 |
| Contexte du territoire v | | | |
| Distance aux bibliothèques et aux MJC | 1.4 | 5.6 | 1.3 |
| Distance aux services publics et aux missions locales | 1.7 | 8.0 | 2.0 |
| Part des ménages monoparentaux de moins de 25 ans | 6.6 | 9.4 | 4.9 |
| Freins à la mobilité | 6.3 | 8.9 | 5.2 |
| Taux de chômage 15-24 ans | 8.8 | 5.6 | 4.8 |
| Part des étrangers de moins de 25 ans | 8.1 | 7.3 | 8.1 |
| Recours aux prestations sociales | 6.5 | 8.2 | 3.8 |
| Part des Allocataires Adultes handicapés (AAH) | 5.3 | 8.4 | 2.6 |

<https://fragilite-numerique.fr>

Ce qu'ils et elles en disent

Il est bien sûr difficile de porter un regard sur la jeunesse du territoire, tant elle est diverse. On parlera donc plutôt « des » jeunes : jeunes du rural éloigné ou des bourgs centres, précaires ou à l'aise financièrement, jeunes de l'ASE ou soutenus par leurs familles... De plus, les professionnel.les rencontré.es regardent ces jeunes au travers de leur prisme, à partir de la facette qu'ils en perçoivent.

Mais l'enjeu de cette étude est de dégager du commun, des enseignements pour mieux identifier ce qu'il serait pertinent de proposer, mettre en place, développer... pour les 16-30 ans qui vivent dans le Diois et le Crestois.

Cette génération a en commun le vécu d'une époque et des expériences marquantes : le COVID et les confinements, la scolarité avec Parcoursup, les crises écologiques, les récentes guerres, la montée des extrêmes... Les jeunes comme les professionnel.les pointent combien ces expériences ont marqué la génération.

Certains constats sont ainsi partagés de façon unanime.

Le premier constat est celui d'une inquiétude (qui se retrouve au niveau national) pour la **santé psychique et mentale des jeunes**. En effet, presque tous les acteurs interrogés pointent une exacerbation des troubles. Ceux-ci se manifestent par des symptômes de stress, d'anxiété (notamment autour de la pression à la réussite scolaire ou les enjeux climatiques), de dépression, par une difficulté à se projeter et à construire, mais aussi par des troubles diagnostiqués : TSA, dys, addictions... Pour les jeunes qui sortent du Village d'Enfants de Vercheny, ces enjeux de santé mentale se traduisent par une augmentation très forte des notifications MDPH (qui concernent 50 % des jeunes sortant aujourd'hui).

Pour la Mission Locale et la Sauvegarde, le COVID et les confinements ont créé une fracture dans la capacité de certain.es jeunes à être ensemble. Le **rapport au collectif** est donc aujourd'hui plus ambivalent. Valorisé par les jeunes qui l'ont vécu au travers d'Osons Ici et Maintenant, il est appréhendé comme un frein par de nombreux jeunes accompagnés par la Sauvegarde qui avaient notamment du mal à tenir le mois en collectif qui ouvrait le dispositif Garantie Jeune avant le CEJ. Les outils de communication numérique sont à la fois vecteurs de liens (plus faciles qu'en face à face) et d'isolement.

Ce mal-être d'une partie de la jeunesse se traduit, au dire des professionnel.les rencontré.es et de plusieurs jeunes par une **grande volatilité**. Les jeunes sont tour à tour décrits comme des « savonnettes », du « sable », « flottants », avec une « faible capacité se poser », et ils et elles disent d'eux-mêmes « ne pas chercher la stabilité », se laisser vite, aimer essayer de nouvelles choses, avoir du mal à se poser. Pour les professionnel.les de l'accompagnement mais aussi de la formation (Mission Locale, Pôle Emploi, Sauvegarde, 8Fablab, Aplomb, Greta...), cela suppose d'inventer de nouvelles façons d'intervenir, plus courtes, plus attractives, moins descendantes...

Et pour celles et ceux qui restent, les conditions d'existence sont parfois difficiles : l'enquête de la CCVD estime en effet que 20 % des jeunes vivent sous le seuil de pauvreté. Pour la Mission Locale qui suit entre 1600 et 1700 jeunes par an, la **pauvreté des jeunes est souvent invisible, mais très**

présente. Pour les référentes, le travail consiste d'abord à combler les besoins primaires : se loger, se nourrir, se vêtir... pour une vie digne, avant de pouvoir aborder avec les jeunes leur projet professionnel. Le déplacement et la **mobilité (réelle et dans les représentations)** sont aussi des enjeux importants.

Les **jeunes en errance** accueillis à Val Accueil et dont, au dire de la responsable, 90 % ont des parcours liés à l'Aide Sociale à l'Enfance, sont particulièrement démunis.es. Une partie de ces jeunes se décrivent aussi comme « saisonniers », vivent parfois en camion. Il est très difficile de les accompagner avec les outils « classiques » : trop en difficultés pour la Mission Locale, mais avec plus de ressorts et de possibilités de se sortir de la rue que les personnes en errance accueillies depuis longtemps à Val Accueil, il faut inventer de nouvelles réponses adaptées. Pour la Sauvegarde, des outils tels qu'un garage solidaire seraient par exemple pertinents.

Rester, partir, revenir

Pour ce travail de diagnostic, la Frapp a mis l'accent sur une partie de la jeunesse : celle qui reste sur le territoire. S'il est difficile de quantifier le nombre de jeunes concernés, un constat nous a marqué : rester, partir, revenir et pour faire quoi semble assez dépendant du territoire où grandissent les jeunes. En tout cas, le regard porté par les professionnel.les sur les jeunes et leur motivation à demeurer sur leur territoire ou à le quitter est nettement différent dans le Crestois et le Diois.

Jeunes du Crestois

Dans le Crestois, une **large majorité des jeunes quittent le territoire** pour poursuivre leurs études. Cette proportion est estimée à 80 % par l'étude jeunesse de la CCVD et le questionnaire réalisé pour ce diagnostic (dont le petit échantillon ne permet pas cependant une approche quantitative) et à 90 % par des jeunes interrogés.

Les mots des jeunes comme de certain.es professionnel.les sont assez radicaux pour décrire ce phénomène : les jeunes « *fuients Crest* », du moins « *ceux qui prennent leur vie à bras le corps* », car il n'y a « *rien à (y) faire* », « *pas d'opportunités* ». Pour l'animateur jeunes de la CCCPS, ils et elles y gardent par contre généralement une attache affective, une vie amicale qu'ils et elles sont heureux de retrouver le week-end et des lieux et activités qu'ils apprécient (certaines fêtes locales, la rivière l'été, par exemple).

Cependant, le fait d'y **revenir une fois les études terminées semble ne pas être une priorité**, ou alors beaucoup plus tard, « *quand j'aurai des enfants, ou à la retraite* », comme l'exprime un jeune interrogé. Les difficultés d'accéder au logement autonome pour décohabiter d'avec les parents et le peu de perspectives professionnelles sont pointées comme un frein à ces retours notamment par le service Economie de la CCCPS.

Ceux qui restent sont souvent décrits « *en creux* » : « *flottants* », insaisissables, n'ayant pas envie d'être ancrés ni concernés par leur avenir. Certes, la chargée de mission Enfance Jeunesse de la CCVD

évoque les rares qui ont souhaité rester pour monter ou participer à un projet ici ou celles et ceux qui restent par amour pour un terroir et pour reprendre une exploitation ou un commerce familial. Mais les tentatives de nomenclatures de celles et ceux qui restent réalisées par les professionnels du territoire pointent plutôt des **difficultés qui parfois se cumulent** : problématiques de santé psychique qui freinent la projection, peur de la ville, difficultés socio-économiques, vie refermée sur une communauté, errance ou nomadisme, addictions à des substances psychoactives, décrochage scolaire, ratés d'orientation...

Dans la pratique, pour certain.es jeunes, rester, c'est continuer à habiter chez ses parents dans le Crestois et faire la navette à Livron ou Loriol pour se former, faire son apprentissage dans la vallée et souvent, être embauché ensuite. Mais cela peut être aussi plus long, notamment pour celles et ceux qui ne savent pas quoi faire. Suivis par la Mission Locale, qui propose des ateliers notamment dans le cadre du CEJ, certain.es font des aller-retours entre différents dispositifs. Depuis 2024, une douzaine de jeunes sont orientés chaque année vers le dispositif Katapult d'Osons Ici et Maintenant pour un service civique d'initiative. Interrogé.es à l'issue de ce Service Civique, plusieurs jeunes se disent très satisfait.es de cette expérience, mais ils et elles n'ont pas forcément pu construire un projet déterminé pour la suite : leur perspective est donc un retour à la Mission Locale et la poursuite de l'exploration.

Jeunes du Diois

Dans le Diois le regard porté sur les jeunes, et en particulier celles et ceux qui restent est différent, plus nuancé et souvent plus positif. Pour les professionnels interrogés, et notamment l'Espace Social et Culturel du Diois (ESCDD) qui porte la prévention spécialisée, des services civiques et de l'accompagnement de projets de jeunes, **beaucoup de jeunes veulent rester** dans le Diois car ils et elles aiment leur territoire. Ils et elles s'y impliquent fréquemment pour organiser des choses (soirées, festivals, ...).

Après le secondaire, parmi ceux qui partent, une partie se forme pour revenir et travailler dans le Diois, en montant son activité ou comme salarié.e.

Ceux qui restent ont par contre à faire face à un territoire qui offre peu de possibilités pour se former : le CFFPA (métiers agricoles et plantes), GRETA (cordistes, électricité), le BTS Management et Économie de la Construction... Une partie de ces formations attire d'ailleurs plutôt des jeunes qui viennent d'ailleurs.

Pour une professionnelle de l'ESCDD, beaucoup de jeunes commencent leur vie professionnelle « par défaut » : en recherche d'un revenu pour être autonomes, ils et elles accèdent à un emploi « alimentaire » qui se pérennise. La professionnelle soulève donc la question de l'**épanouissement dans et par le travail, reléguée** au second plan, et le nécessaire accompagnement pour y parvenir.

Une autre partie de ceux et celles qui restent « tourne en rond ».

Pour la Mission locale, les 200 jeunes suivis à Die chaque année sont, plus qu'ailleurs, plutôt **des diplômés qui cherchent du sens**. Les problématiques de logement (mal-logement, colocations parfois subies notamment lorsqu'il faut travailler, difficulté à accéder à un logement autonome) sont

vues comme un défi à relever pour construire son avenir professionnel par la Mission Locale et le Centre Social. Une jeune en service civique à Rdwa évoque sa situation en colocation dans un appartement qui héberge fréquemment d'autres jeunes en plus, et dont la plupart n'a pas de rythme de travail régulier : il faut alors une vraie détermination pour tenir des horaires de travail... et parfois, déménager devient une nécessité pour pouvoir s'installer dans un emploi pérenne.

Mais le **manque de moyens d'accompagnement** est aussi pointé comme un frein important, notamment pour les jeunes qui souhaitent créer une activité ou celles et ceux qui n'ont pas de projet. L'ESCDD et le Réseau d'Acteurs Jeunesse (RAJ) commencent à se saisir de ce sujet, au travers de services civiques ou de chantiers d'insertion... mais ils estiment que beaucoup reste à faire.

Un public spécifique est aussi présent autour du Diois. Pour le directeur du Village d'Enfants de Vercheny, les jeunes qui une fois majeur.es partent de la Fondation Ardouvin ont besoin d'une continuité sur le territoire où ils ont leurs repères, sans avoir de projet de vie / professionnel pour autant. Comme au niveau national, ces jeunes sont nombreux.ses à rencontrer des difficultés d'insertion sociale et économique pouvant mener à l'errance, à la marginalisation subie. Une partie d'entre eux sont porteurs de handicaps reconnus, l'AAH est donc une ressource. Mais même avec cette ressource, la question de l'accompagnement pour construire un projet de vie (et, quand c'est possible, un projet professionnel) se pose.

Les 16-30 ans, le chômage et l'emploi

Les enjeux pointés ci-dessus déterminent le rapport des jeunes au travail. La partie qui suit se penche sur l'emploi, le chômage et les motivations des jeunes.

Chômage

Parmi les plus jeunes d'entre eux, 45,5 % des 15-24 ans sont considérés comme actifs. Ils sont ainsi proportionnellement **plus nombreux à occuper ou chercher un emploi** sur le territoire que sur l'ensemble de la Drôme (+1,1 pt) et de la France (+4,6 pts). Les 2355 actifs de 15-24 ans représentent 9 % des actifs du territoire.

Mais ils et elles sont aussi **plus touchés.es par le chômage**, avec un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale (24,7 % en France, 26,2 % en Biovallée, 29 % dans la CCCPS), en forte augmentation sur 2024 pour les demandeurs d'emploi de catégorie A (sans emploi, en recherche active de n'importe quel type de contrat) pour la Biovallée et le Diois (+17%), et en légère diminution dans le Crestois (-1%)

Fin 2024, on compte donc **831 jeunes de moins de 26 ans inscrits à France Travail** dont :

- près de 200 demandeurs d'emploi longue durée (au chômage depuis un an ou plus) de moins de 26 ans (100 dans le VDD, 49 dans le CPS, 39 dans le Diois).
- 63 % ne sont pas indemnisés.es (majoritairement dans la CCVD et la CCPS, moins dans le Diois), et moins de 5 % perçoivent le RSA.

Ces jeunes de moins de 26 ans sont **majoritairement diplômés du secondaire**, en particulier dans le Diois (60 % bac ou post-bac, et 57 % sur le reste de la Vallée), voire du supérieur (12 à 16%).

En 2024, **1569 jeunes de – de 26 ans sont entrés à France Travail** et 1401 en sont sortis, soit 168 inscrits de plus en un an. Les nombres d'entrées et de sorties tendent à diminuer, notamment dans le Diois (-20% d'Entrées et -27% de Sorties).

Les **sorties sont pour moitié dues à une « absence au contrôle » ou à une « radiation administrative »**. Les « reprises d'emploi » et « entrées en formation » ne représentent, elles que 15% à 20% des sorties, alors que l'« arrêt des recherches » et les « autres motifs » comptent pour 25 à 30% des désinscriptions.

Emploi

Le chômage s'explique en partie du fait d'un **déficit d'emploi sur le territoire** au regard du nombre de demandeurs d'emploi toutes catégories.

Au sein des trois Communauté de Communes, **l'emploi est fortement concentré sur les villes centres :**

- Loriol et Livron concentrent 59% des emplois de la CCVD avec 5333 emplois
- Crest concentre 69% des emplois de la CCPS avec 4453 emplois.
- Die concentre 54% des emplois de la CCD avec 2.440 emplois.

Aussi, il existe des **flux importants** liés à l'emploi à l'intérieur de chaque intercommunalité vers les villes centres¹.

Depuis une dizaine d'années, **la tendance est à la hausse des emplois**. La Biovallée a ainsi gagné 2.013 emplois entre 2009 et 2020, soit une croissance de l'emploi de 10% (+10.7% pour la CCVD, +9.9% pour la CCCPS, +9% pour la CCD), contre 6.9% pour l'échelle départementale².

Ces **emplois sont majoritairement dans le secteur tertiaire** (2/3 des emplois de la Biovallée), et en particulier dans le commerce et le transport (38%), l'administration, l'enseignement ou la santé (30%) et l'industrie (15%, inférieur à la moyenne départementale et ciblé sur la CCVD). **L'emploi agricole** est aussi très représenté, et en particulier dans le Diois où il atteint 15 % des emplois.

La **création d'activité est en nette augmentation** : en 2022, l'INSEE a recensé 855 créations d'entreprises sur le territoire Biovallée, contre 597 en 2013, dont 81% d'entreprises individuelles.

Les 2355 actifs de 15-24 ans représentent 9 % des actifs du territoire.

Ce qu'ils et elles en disent

Même si le questionnaire réalisé par la Frapp auprès de 30 jeunes n'offre un regard qu'indicatif, au vu de la faible cohorte de 30 jeunes interrogés, ils permettent de « prendre la température », de

¹. Données INSEE 2020

². Idem

compléter les sources d'analyse et, parfois, nuancer ou contredire les paroles des acteurs ou des jeunes issues des entretiens.

Les motivations des jeunes dans le choix du parcours professionnel

Les critères prioritaires :

- ✓ conciliation vie professionnelle / vie personnelle (88%)
- ✓ trouver du sens dans son travail (88%)
- ✓ possibilité d'apprendre et d'évoluer (86%)

Les critères secondaires :

- x faire partie d'un collectif, s'investir avec des personnes de confiance (59%)
- x être utile pour le territoire (57%)
- x gagner beaucoup d'argent (54%)

La **conciliation de la vie professionnelle et de la vie personnelle** est aussi identifiée comme la première des motivations pour cette classe d'âge dans une enquête nationale³. Ce besoin contribue peut-être à expliquer la difficulté de grosses entreprises du territoire à recruter, en particulier sur des emplois postés, pointée par la responsable du service Économie de la Ville de Crest, ou le très faible taux de concrétisation (20%) des apprentissages identifié par la CCCPS. La **recherche de sens** est aussi mise en avant, et celle d'**un cadre souple** (ce qui se traduit par le rejet apparemment fréquent du CDI et du temps plein, d'après plusieurs acteurs de l'emploi).

A l'inverse, si plusieurs professionnels identifient l'**argent comme une motivation** importante pour travailler (pour la Sauvegarde, notamment), cela ne semble pas être une motivation prioritaire pour les jeunes qui ont rempli le questionnaire. Sans doute cette différence s'explique-t-elle par l'échantillon de jeunes concernés. Mais pour la Cité scolaire Saint-Louis, qui forme des jeunes aux métiers de l'informatique et de l'industrie, alors même que certaines entreprises offrent des salaires d'entrée très attractifs pour des premiers postes, l'argent ne suffit pas à pourvoir les postes vacants.

Pour autant, les jeunes qui restent dans la vallée de la Drôme après les études secondaires n'ont pas forcément de projet précis et beaucoup évoquent la difficulté à se projeter.

Les projections dans un projet professionnel

Sur les 30 jeunes, 26 ont une idée, même vague, de ce qu'ils veulent faire, 4 pas du tout.

Près d'un tiers envisage de créer son activité :

- ✓ tous souhaitent découvrir des initiatives et se former
- ✓ presque tous ont envie de tester une activité «pour de vrai»
- ✓ une moitié seulement souhaite être accompagnée et avancer en collectif (à relativiser avec les entretiens individuels).

Les 4 qui ne savent pas quoi faire (dont 3 infra bac, entre 22 et 27 ans) n'ont pas envie qu'on les aide à y voir clair pour le moment (autres difficultés à régler plutôt).

³. Jeunesses et Recherche d'Emploi, YouthForever 2023

Les partenaires du territoire portent globalement l'idée que si certain.es jeunes sont attiré.es par la création d'activité ou le commerce, c'est plutôt - comme l'évoque le CIO - comme un fantasme : l'« effet youtubeur autoentrepreneur », mais qu'ils et elles passent peu à l'action. Le moindre développement des activités de livraison à domicile dans le rural est une piste d'explication de ce faible entrepreneuriat des jeunes pour la CCCPS.

L'IVDD, une association qui accompagne les entrepreneur.es nuance ce point de vue : entre 1/4 et 1/3 environ des créateurs d'entreprise qu'elle accompagne ont moins de 30 ans. Mais lorsque ce projet se concrétise, d'après l'IVDD, c'est souvent pour reprendre une activité familiale ou après un apprentissage avec le départ du patron. Mais à l'inverse, l'association accompagne aussi des néoruraux qui s'installent après une première expérience dans un autre champ professionnel. Pour ces jeunes entrepreneur.es, les motivations sont profondes et diverses : culture familiale, recherche d'autonomie, image du superhéros chef d'entreprise, quête de sens (en particulier pour les néoruraux qui s'installent dans le Diois autour d'activités agricoles), amour du métier. La logique de rentabilité prime moins, car les revenus des créateurs d'activité sont très faibles : c'est plutôt une vision patrimoniale, à moyen ou long termes.

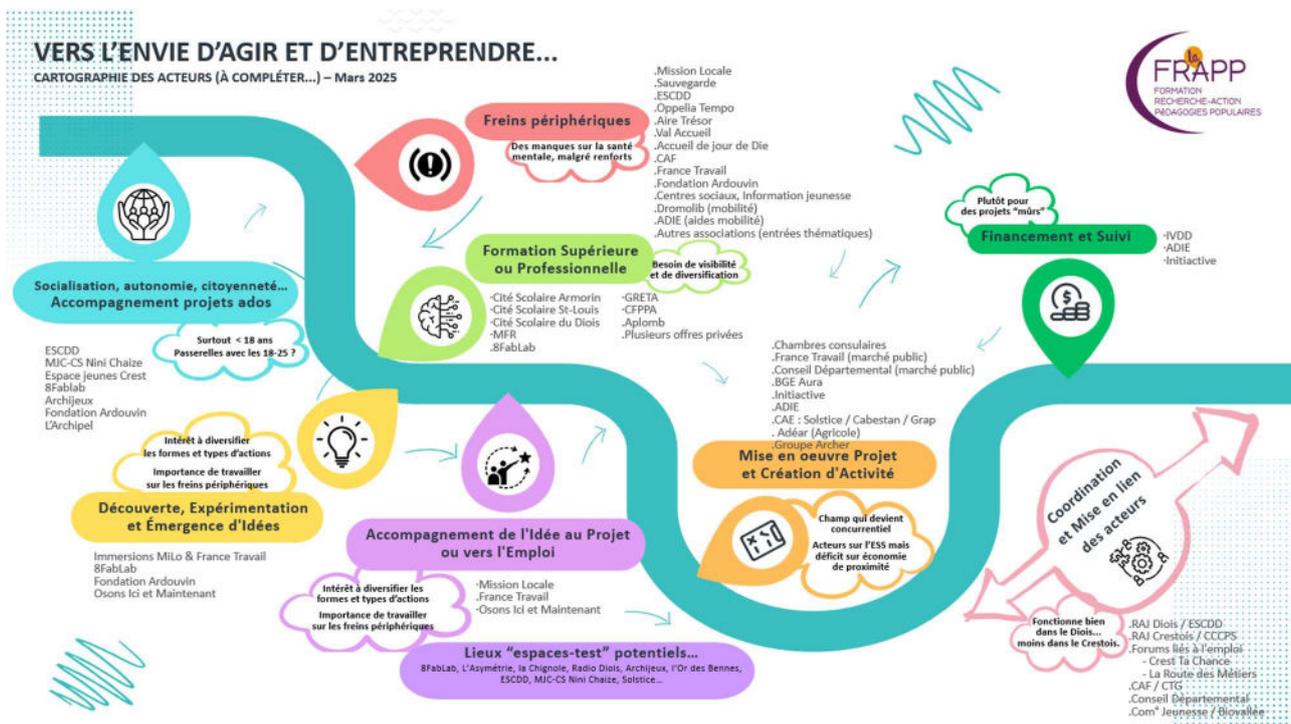
Ce qui nous frappe / points saillants sur les jeunes du territoire

- **Des jeunesses distinctes, mais caractérisées par une fragilité sur le plan de la santé mentale et une grande volatilité**
- **Pour certain.es : des enjeux socio-économiques et psychologiques à régler avant de se projeter dans l'avenir**
- **Un regard porté par les professionnels et les jeunes interrogés sur les « jeunes qui restent » axé sur les difficultés qui empêchent de se projeter pour partir ou construire un projet de vie sur place dans le Crestois. A l'inverse, dans le Diois, une lecture de « ceux qui restent » plus axée sur leur lien au territoire, et le constat d'une diversité de situations et de besoins qui nécessitent un accompagnement dédié.**
- **Travail et emploi : une attente forte de mieux concilier vie pro et vie perso. Des jeunes tentés par la création d'activité.**

Les ressources existantes pour accompagner les jeunes

Ce diagnostic a été réalisé notamment au travers d'entretiens avec des acteurs du territoire en lien avec l'accompagnement des jeunes, notamment vers la création d'activité. 36 représentant.es de 30 structures ont été rencontré.es.

La cartographie présentée ci-dessous et en annexe propose une représentation graphique des différentes étapes de l'accompagnement des jeunes vers l'envie d'agir et d'entreprendre sur les deux bassins de vie, Crestois et Diois.



Chacune de ces structures joue un ou plusieurs rôles dans l'écosystème qui entoure les jeunes. Loin de chercher à juger l'action des personnes qui agissent au quotidien pour accompagner ces jeunes, ce diagnostic vise à pointer les ressources, mais aussi les facteurs de difficulté pointés et les grands enjeux transversaux qui ressortent des entretiens.

Richesses et manques

Accompagnement de projets jeunes « loisirs », socialisation, confiance en soi, collectif

Plusieurs structures accompagnent les jeunes au travers d'un collectif, dans la réalisation de projets : les centres sociaux (MJC-CS Nini Chaize, l'ESCCD), l'Espace Jeunes, le 8Fablab, Archijeux, qui touchent en majorité des collégien.nes ou lycéen.nes mais aussi Osons Ici et Maintenant.

A la MJC-CS Nini Chaize, l'animateur témoigne du fait que le secteur jeune, ouvert jusqu'à 19 ans touche en fait plutôt des 11-14ans, avec un trou ensuite autour de 15-16 ans, et des plus grands reviennent, pour trouver à la MJC-CS du soutien, de l'écoute, « partager leur vie », mais aussi pour

y trouver un appui pour des démarches de service civique, de santé... Ces jeunes qui reviennent à la MJC-CS sont souvent sortis du système scolaire, « *un peu paumés* », sans projet défini, à l'inverse des jeunes qui viennent « pré-bac » pour de l'accompagnement de projet, dont une partie a déjà prévue de partir de Crest. La MJC-CS joue donc un rôle d'appui pour ces jeunes majeur.es à la recherche d'un projet de vie.

Si le collectif est souvent pointé comme déstabilisant pour la génération des jeunes qui a connu le COVID, les confinements et l'enfermement sur soi des cours à distance, c'est aussi une ressource, un soutien. Les exemples de la MJC-CS, de l'ESCDD, de l'Accueil Jeunes de Crest, comme lieux-ressource, et le retour des jeunes qui ont vécu Katapult avec Osons Ici et Maintenant en témoignent. Voilà ce qu'ils et elles en disent : « *moi je suis du genre solitaire mais là, ça m'a plutôt ouvert l'esprit* », « *c'était sympa de s'aider mutuellement pour avancer dans un monde pas favorable !* », « *je ne connaissais personne en arrivant : c'était réconfortant de voir des jeunes insérés dans la Drôme !* ».

Les liens créés ne durent pas forcément au-delà de l'expérience. Les jeunes insistent aussi sur la nécessité d'un dosage « collectif - individuel », d'une ambiance bienveillante et soutenante : « *le collectif, là c'était bien, ça faisait envie et c'était pas tout le temps, mais ça peut dégoûter si le groupe n'est pas bien !* ». Ils et elles pointent aussi l'importance d'un cadre souple et adaptable... qui mette à distance les traumatismes du cadre scolaire pour une partie des jeunes

Et si le collectif grise, il ne suffit pas toujours à faire décoller une dynamique, ou une trajectoire individuelle. Une fois l'action terminée, il semble que les collectifs (OIM, 8Fablab) se dissolvent. Pour les structures socioculturelles qui accueillent surtout des adolescents autour de projets collectifs de loisirs, comme la MJC-CS Nini Chaize, l'ESCDD ou l'Accueil Jeunes de Crest, c'est au moment de l'entrée au lycée que les groupes se séparent et que les publics deviennent difficiles à capter, plus volatiles, moins impliqués. L'Accueil Jeunes de Crest pointe quand même que des actions mettant les jeunes en situation d'être bénévoles sur des événements fonctionnent bien : valorisé.es, les jeunes expérimentent de nouvelles postures d'égalité vis-à-vis des adultes.

L'exemple des cours d'anglais organisés par le Greta à Die montre que le besoin de collectif persiste cependant, même après le lycée : fréquentés par des jeunes majeur.es, ceux-ci s'avèrent mû.es davantage par le besoin d'être en groupe et d'être soutenu.es dans leur projet professionnel que par le réel désir d'améliorer leur anglais...

Social, freins périphériques

La première partie de ce diagnostic a fait ressortir des difficultés inhérentes à la jeunesse en général (la santé mentale en particulier) et d'autres spécifiques à la vallée de la Drôme (notamment les difficultés d'accéder au logement autonome dans le Crestois comme dans le Diois). Comme l'explique la Mission Locale, la grande majorité du travail d'accompagnement réalisé avec les jeunes vise à leur donner les moyens d'une vie digne : pouvoir se loger, manger, se soigner, s'habiller... et lever peu à peu les autres freins qui permettront, ensuite, de travailler sur le projet professionnel : confiance en soi, santé psychique...

A Crest, la Sauvegarde, qui porte la prévention spécialisée, couvre les 2500 jeunes du bassin de vie de Crest. A l'instar de la Mission Locale, elle priorise ses interventions sur les besoins prioritaires. Ainsi, devant l'augmentation forte des enjeux liés à la santé mentale, l'équipe a été renforcée récemment avec l'arrivée d'une psychologue, qui s'ajoute à celle intégrée à l'équipe de la Mission Locale. Malgré ce renfort, les besoins restent très importants, et les ressources insuffisantes à l'échelle des territoires. Mais ce choix s'est opéré moyennant la dépriorisation de l'accompagnement de projet hors dispositifs (notamment professionnels) car ce champ, contrairement à la santé mentale, est déjà « bien couvert » par la Mission Locale, OIM, le 8Fablab... Les thématiques qu'elle porte aujourd'hui en priorité sont la prévention des conduites à risque et des addictions, la promotion de la santé et la lutte contre le décrochage scolaire.

Pour Val Accueil, qui touche les jeunes en errance et en grande difficulté, l'accueil de jour n'est pas un lieu adapté : les jeunes y côtoient des personnes plus âgées, qui ont souvent derrière elles des années de « galère ». Mais l'Accueil Jeunes de la CCCPS n'irait pas non plus. L'idéal serait un lieu d'accueil ouvert, « *plus grunge* » que l'Accueil Jeune, repéré par les jeunes et co-porté avec des partenaires pour pouvoir y travailler des enjeux de santé sexuelle, consentement... proposer des « croisements », des parcours adaptés aux besoins de ces jeunes en très grande difficulté qui leur apportent des modèles positifs. La responsable de Val Accueil évoque d'ailleurs une réflexion croisée avec la Sauvegarde, la Mission Locale et le CCAS, qui avait fait surgir l'idée d'un foyer de jeunes travailleurs dans lequel quelques places seraient réservées à des jeunes en grande difficulté, accompagnés de façon partenariale.

Formations

Si une offre de formations supérieures est disponible dans le Crestois (à Saint Louis, pour l'industrie, l'informatique, la réparation, du BTS au BAC+5 ou à Armorin), la majorité des étudiants qui habitent dans le territoire est scolarisée à Livron, Loriol ou Valence, et fait la navette, empruntant quand c'est possible les transports en commun. Le forum « Crest ta chance » permet aux jeunes du territoire de découvrir une partie de cette offre (et en particulier l'offre de formation privée) : le Groupe Alternance (sur les métiers du tertiaire, à Valence), l'Arfrips (sur le travail social, à Valence), l'IFA (sur les métiers du sport à Valence), la CCI (tertiaire en apprentissage jusqu'à Bac+5)...

Dans le Diois, une offre de formation existe aussi, plutôt spécialisée (cordiste, tourisme, agriculture...) et qui attire pour partie des jeunes issus d'autres territoires. Le BTS Management et Économie de la Construction porté par la Cité scolaire touche ainsi une majorité de jeunes venus d'ailleurs, et seule une dizaine d'ex-étudiants, sur les 250 diplômés, se sont installés sur le territoire à l'issue de leur formation.

Le Greta, qui est présent sur les 2 territoires, peine à être identifié par les jeunes comme une structure de formation initiale en apprentissage. Il peut développer des formations à la demande, en fonction des besoins du territoire.

Expérimentation, faire émerger des idées, découverte de métiers/activités

Quelques dispositifs permettent aux jeunes d'expérimenter des métiers et des activités... mais ces rares expériences montrent qu'avec une réelle mobilisation partenariale, il serait sans doute possible d'ouvrir cette possibilité à davantage de jeunes et de structures, proposer plus de possibilités.

Des immersions sont proposées par la Mission Locale et France Travail. Elles peuvent se faire dans le cadre du Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) et permettre ainsi aux jeunes d'expérimenter des métiers ou de découvrir des structures tout en validant les heures nécessaires au versement de cette indemnité. Mais pour France Travail, ces immersions sont difficiles à mettre en place, car seules les grosses entreprises qui ont des enjeux de recrutement veulent bien les mettre en œuvre.

On peut imaginer qu'un travail partenarial plus élargi, en s'appuyant par exemple sur les dynamiques animées par l'association Biovallée, permettrait de mobiliser d'autres entreprises ou associations ? Une professionnelle d'une CAE locale, aujourd'hui uniquement ouverte à des porteurs de projets avec un modèle économique rentable, propose par exemple de construire, avec les autres CAE du territoire, un répertoire des activités qu'elles abritent, pour que des jeunes puissent venir rencontrer des porteurs de projets qui ont fait le choix d'exercer leur métier dans un cadre coopératif.

Le travail engagé récemment par Osons Ici et Maintenant montre que la dimension « réseau » de nombreuses structures du territoire permet de créer des parcours très pertinents pour les jeunes ET pour le territoire. En effet, le dispositif Katapult d'OIM touche des jeunes déscolarisés de 16 à 25 ans, pour les remobiliser sur un projet de vie, au travers du service civique d'initiative. Durant 8 mois, les jeunes sont engagés dans une structure et construisent, en parallèle, leur projet individuel et un projet collectif lié au territoire. Les retours des jeunes et des partenaires sur ce dispositif sont globalement très positifs, même si, pour plusieurs jeunes interrogés, la fin de Katapult ne signifie pas un nouveau départ vers un but bien défini. Faute de projet précis, l'étape suivante est plutôt le retour à la Mission Locale, parfois en CEJ, et, pour certains, avec un besoin d'accompagnement sur des choses basiques : prendre son téléphone pour appeler une structure, une personne ressource...

Pour ces jeunes qui peinent à construire un projet professionnel ou de formation, une logique de parcours associant les différentes compétences et approches des partenaires du territoire semble vraiment pertinente. Elle suppose une forte coordination et collaboration partenariales.

D'autres pistes sont explorées :

- Dans le Diois, en 2024, un forum intitulé « la Route des métiers » a été mis en place par la Communauté de Communes du Diois pour faire découvrir la diversité des métiers présents dans le Diois.
- La Fondation Ardouvin organise des parcours de découverte de métiers pour les jeunes accueillis. Elle conduit actuellement une réflexion sur l'utilisation de bâtiments dont elle dispose à Vercheny (plaine) qui, entre autres, pourrait accueillir des jeunes (notamment en post-ASE) en besoin de soutien, de cadre sécurisant, en vue d'intégrer un parcours de construction d'un projet professionnel, un apprentissage, et dans ce cadre proposer un espace dédié au test d'activités agricoles.

- Le Groupe Archer propose des chantiers d’insertion et des formes de travail adaptées (ETTI, AI) autour de plusieurs clamps professionnels sur Crest et sur Die. Cependant, d’après la représentante de Val Accueil, les missions et le cadre proposés sont souvent très physiques et trop difficiles à tenir pour les jeunes de Val Accueil.

Accompagnement de l’idée au projet ou vers l’emploi

La Mission Locale et France Travail accompagnent les jeunes vers l’emploi. Pour aider les jeunes à acquérir le minimum de sécurité financière qui permette de se projeter vers un parcours professionnel (les « conditions d’une vie digne », pour la référente mission locale), ces structures disposent du cadre du Contrat d’Engagement Jeune, en vigueur depuis 2022 à la place de la Garantie Jeune. Le CEJ s’adresse à des jeunes de 16 à 25 ans ni en emploi ni en formation, de bénéficier d’un accompagnement et de 15h à 20h d’activité, en l’échange d’une indemnité pouvant aller jusqu’à 550€. Si pour Val Accueil, le cadre du CEJ est trop restrictif (malgré la souplesse dont font part les conseillères) pour les jeunes en errance, à l’inverse, les éducateurs de la Sauvegarde trouvent ce nouveau dispositif plus adapté que la Garantie jeune, dont le premier mois en collectif était une épreuve infranchissable pour de nombreux jeunes. Pour d’autres acteurs, le CEJ, moins cadrant que la Garantie Jeune, laisse les jeunes dans un flou. Les ateliers mis en place par la ML et FT font d’ailleurs rarement le plein, et les conseillères font preuve d’inventivité pour essayer d’« accrocher » les jeunes et de répondre à leurs besoins, de façon la moins descendante possible.

Le partenariat est vécu par les deux structures de l’accompagnement vers l’emploi comme une ressource pour tenter d’autres façons d’accompagner, là où les dispositifs classiques ne sont pas adaptés ou ne suffisent pas.

Pour ce qui est des jeunes qui souhaitent créer leur propre projet, ils sont peu fréquents.

Pour la Mission Locale, l’accompagnement à la création d’activité est une dimension aussi rare qu’agréable... sur le Crestois, chaque année, seule une vingtaine de jeunes sur les 1700 accompagnés réfléchissent à créer une activité. Si la Mission Locale a peu de moyens à leur consacrer, elle les oriente vers les partenaires locaux (France Travail, le service développement économique des intercommunalités, l’ADIE...). Mais ces structures affirment ne pas (ou très peu) toucher de jeunes : on peut gager que la marche de l’idée à ces formes d’accompagnement déjà très structurées, pour des projets définis, est trop haute à atteindre pour une partie des jeunes ?

Le 8Fablab, qui se présente comme un espace-test, une structure visant à accompagner les gens de leur idée à la mise en place de leur projet fait aussi le constat de l’absence des 16-30 ans. L’association accompagne bien des enfants, des adolescents qui viennent d’eux-mêmes pour des projets liés au numérique. Mais les 16-30 ans qu’elle touche viennent quasi-exclusivement par le biais de projets partenariaux avec la Mission Locale, l’École de la 2ème Chance, etc. Une fois la session terminée, malgré l’intérêt que les jeunes ont témoigné, malgré les propositions d’heures gratuites ou de contrats de service civique qui leur sont faites, pas un seul jeune ne revient...

A Die, les acteurs pointent le manque d'accompagnement sur le volet projet perso / pro, et notamment le peu de place pour les possibles, pour imaginer et essayer des choses.

La Mission Locale et l'Espace jeunes permettent un accompagnement de projet mais sont limités sur l'accompagnement de projet à visée économique.

La coordinatrice jeunesse de l'ESCDD le pointe en particulier pour ces jeunes qui entrent dans le monde du travail par la porte d'un emploi « alimentaire » pour devenir autonomes financièrement, et pour lequel les choses se pérennisent, sans être vraiment choisis. Pour y remédier, l'Espace Social (qui cumule les fonctions d'animation sociale et de prévention spécialisée) porte deux outils qui permettent d'essayer d'autres choses : le dispositif Service Civique et les chantiers éducatifs. Les chantiers pour les jeunes les plus en difficulté permettent la remobilisation et la mise en route sur une ouverture de droits, mais portent en général sur des métiers qui ne font pas rêver les jeunes.

L'Espace Social accompagne les jeunes individuellement dans le cadre de la prévention spécialisée. Dans le cadre de ses missions plus générale d'appui au renforcement du pouvoir d'agir des personnes, il peut prendre le temps de réfléchir avec les partenaires locaux pour trouver de nouvelles façons d'accompagner les jeunes adultes à construire un projet professionnel / d'activité qui leur corresponde.

Création d'activité

D'après IVDD, la phase anté-crédation devient concurrentielle car de plus en plus d'acteurs interviennent dans ce champ. France Travail et le Département de la Drôme (au travers de marchés publics), la CCI et les chambres consulaires (qui proposent des offres de plus en plus commerciales, financées par le Compte Personnel de Formation), mais aussi des structures privées : le Groupe Archer, BGE Aura, les coopératives d'activité et d'emploi (CAE) comme Solstice, Cabestan ou Grap dans la vallée... et pour l'agriculture, l'Adéar et la chambre d'agriculture.

D'après IVDD, les champs de l'ESS et de l'agriculture sont bien couverts, mais le territoire présente un déficit d'accompagnement pour l'économie de proximité.

Mais ces acteurs sont, pour beaucoup, orientés vers de projets de création déjà consolidés. Solstice, par exemple, accueille des projets déjà passés de l'idée au projet, dans lequel les entrepreneurs.euses sont prêts.es à facturer pour atteindre un chiffre d'affaire d'environ 25000€ minimum. La référente en explique les étapes ainsi : les personnes qui intègrent les CAE commencent souvent par un contrat CAPE (Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise), qui sert à tester une activité et à facturer sans se payer, en vivant d'autres revenus à côté : chômage...). Puis, lorsqu'il est possible de se payer avec l'activité, si elles font le choix de rester dans la CAE, elles peuvent accéder au Contrat Entrepreneur.e Salarié.e Associé.e (CESA) : un CDI, des protections sociales, un salaire au besoin et pas de subordination à un.e patron.ne.

Financement de la création d'activité

D'après plusieurs acteurs du territoire, beaucoup de jeunes sont freinés dans leur envie de créer une activité car ils n'ont pas d'apport de départ.

Pour répondre à cette difficulté, des acteurs de l'accompagnement à la création d'activité proposent des prêts, adossés ou non à des emprunts bancaires en fonction des structures, en parallèle d'un suivi sur les premières années d'activité : ADIE, IVDD, France Active.

Ainsi, IVDD propose des prêts gratuits à la personne, en appui d'un emprunt bancaire après une phase d'accompagnement sur le projet (sauf projet immobilier et associatif) et assure ensuite pendant la durée du prêt (3ans ±) un suivi et une mise en relation via leur réseau (tourisme, circuit court, restauration...) et du parrainage. Elle met en place une cinquantaine de financements par an sur la Vallée de la Drôme.

Coordination et mise en lien des acteurs

La **Mission Locale et France Travail travaillent en complémentarité** sur la Vallée de la Drôme. Si tous les jeunes accompagnés à la Mission Locale doivent être inscrits à France Travail à partir de janvier 2025, la répartition de l'accompagnement se fait assez naturellement, d'après les salariées des deux structures rencontrées. Les jeunes en demande d'un accompagnement plutôt global sur leur projet ou avec des « freins périphériques » à lever pour accéder à l'emploi sont orientés vers la mission Locale, et celles et ceux qui sont « simplement » à la recherche d'un emploi peuvent rester à France Travail s'ils ou elles le souhaitent.

Hormis ces acteurs qui couvrent tout le territoire, la majorité des autres est plutôt ciblé sur un bassin de vie. Les communautés de communes organisent une coordination de ces acteurs, au travers notamment les Réseaux d'Acteurs Jeunesse.

Dans le **Cresto**, le regard porté autant par les acteurs locaux (partenaires présents dans le Réseau des Acteurs Jeunesse et diagnostic jeunesse de la CCVD) que par les institutions départementales (CAF, Conseil Général) sur le réseau jeunesse est assez critique. Du fait de son histoire et de ses modalités d'animation, ce collectif – qui rassemble pourtant **beaucoup d'acteurs** - est décrit comme peu visible, peu réactif, peu dynamique : « ça stagne ! », « il ne se passe rien ! ». La coopération entre les acteurs jeunesse, même en dehors du RAJ semble être **assez difficile**, elle est notamment qualifiée de « faux-semblant » et les relations de « complexes ». Des ponts se construisent cependant, mais « en dehors » du RAJ, par exemple entre la Mission Locale et Osons Ici et Maintenant, sur l'accompagnement des services civiques d'initiatives.

Du point de vue institutionnel, la tranche d'âge des 16-25 ans peut faire figure d'angle mort : les services pointent le besoin d'une politique publique claire en direction des 16-25 ans, tant à l'échelle locale qu'au niveau national. Une mobilisation renforcée des élu.es sur le sujet pourrait faciliter la fluidité dans le montage de projets partenariaux. Pour une association du territoire, ce manque de cadre général a pour conséquence une évaluation des politiques jeunesse très axée sur l'activité,

plutôt que sur des résultats plus qualitatifs sur l'évolution des jeunes. En ce sens, le forum Crest Ta Chance est un exemple de ressource : il pourrait davantage fédérer les partenaires autour d'un projet commun.

Dans le **Diois**, c'est plutôt le **manque d'acteurs** qui est pointé comme une difficulté. Le Réseau d'acteurs Jeunesse, lui, **travaille bien ensemble**. Une représentante d'institution pointe : « *dans le Crestois, quand une bonne idée est posée sur la table, tous les acteurs se regardent en chien de faïence pour savoir qui ira ou pas, et personne ne s'en saisit. Dans le Diois, tout le monde s'enthousiasme, chacun y met un peu d'énergie, ils y vont ensemble et ça se fait !* ».

Le fait que l'Espace Social et Culturel - qui assure à la fois un rôle de coordination des acteurs et les missions d'animation et de prévention spécialisée - soit associé au projet de territoire est pointé comme un vecteur de facilitation.

Le RAJ commence à se saisir des enjeux autour de l'orientation et l'accompagnement au projet professionnel. En écho, à la communauté de communes, une salariée en charge de l'emploi s'intéresse à la question des jeunes, pour leur donner accès à l'emploi local. La Route des Métiers a été d'ailleurs créée dans ce sens l'année dernière. Pour la création d'activité, les personnes sont orientées vers la chambre des métiers, l'ADIE, l'IVDD ou BGE Aura. L'ADIE, installée depuis près de 3 ans sur le territoire via des permanences bimensuelles est par contre mal identifiée par les acteurs, et réciproquement.

Pour la **Vallée de la Drôme en Biovallée**, moins centrale dans ce diagnostic, un travail de fond est lancé sur les sujets jeunesse. Une étude a été réalisée en 2024 visant à proposer des réponses adaptées, dans une perspective de « **petits pas** » sur la communauté de communes, avec comme cible prioritaires, en raison des très forts enjeux jeunesse, les communes de Loriol et Livron.

Enjeux transversaux

Financer sa structure ou des projets

Pour de nombreuses associations et institutions rencontrées, le présent ou l'avenir économique et financier de leur structure, ou leur capacité à mener ou financer de nouveaux projets est un sujet de préoccupation. Pour la CAF, par exemple, alors même que la COG a fait de la jeunesse une priorité, cela se fait à moyens constants. L'arrivée d'un nouvel acteur est donc parfois vécue comme une potentielle menace, induisant un « gâteau à partager » en parts plus nombreuses et donc plus petites.

Face à la tendance à la concentration des subventions publiques (moins nombreuses et plus centralisées autour d'appels à projet importants), certaines structures (OIM, centres sociaux, 8Fablab) ont pris le pli ces dernières années de fonctionner, sur les projets pour lesquels c'est pertinent, dans une la logique de consortium. Cette approche, qui suppose de se regrouper, chacun à partir de ses compétences pour montrer leur complémentarité autour d'un projet commun, est

souvent l'unique façon d'accéder à des financements importants et pluriannuels tels que des « gros » appels à projets publics ou privés, des fonds européens. Développer cette pratique à l'échelle du territoire avec de nouveaux acteurs permettrait, plutôt que de diviser les ressources, d'avoir accès à de nouveaux financements tout en renforçant le lien entre acteurs et la cohérence des actions proposées.

Se former sur la santé mentale

Tous les acteurs jeunesse rencontrés, sans exceptions, ont pointé l'enjeu de la santé mentale comme relativement nouveau et très prégnant chez leur public. Plusieurs d'entre eux ont évoqué la difficulté, pour les professionnel.les, d'y faire face sans formation spécifique.

Si la Mission Locale et la Sauvegarde ont chacune pu renforcer leur équipe avec une psychologue, qui peut à la fois accompagner les jeunes en cas de gros besoin et soutenir les équipes en questionnement, ce n'est pas le cas de toutes les structures, et ce n'est pas toujours suffisant. Un fort besoin de formation est ressorti. Ainsi, le 8Fablab, qui travaille beaucoup sur projets de façon partenariale, recherche de l'appui sur les aspects moins techniques : former les professionnels aux spécificités des jeunes porteurs de « dys... » ou de TSA qui sont nombreux à fréquenter la structure, mais aussi à l'accompagnement sur les enjeux plus « psychologiques », l'éco-anxiété...

Accompagner les invisibles ?

Au travers des entretiens, il a souvent été question des jeunes « invisibles » : celles et ceux qui ne sont en contact ni avec la prévention spécialisée, ni avec la Mission Locale, ni avec les associations, ne sont pas scolarisé.es ni en activité. Comment savoir combien ils et elles sont ? Comment les identifier, les mobiliser ?

Pour la chargée de développement économique de Crest, l'entrée par les associations sportives permettrait de toucher une partie de ces jeunes.

Faire rêver, donner à voir les possibles en milieu rural

Comme l'exprime le directeur de la Fondation Ardouvin, « *Travailler en réseau en ruralité est nécessaire pour casser l'image donnée aux jeunes que s'ils veulent travailler il faut partir. Au contraire, il faut créer des portes d'entrées pour leur donner à voir tout ce qui peut se faire sur le territoire sur lequel ils veulent rester* ». Le responsable du service économie de la CCCPS le rejoint : il faut permettre aux jeunes de savoir, s'ils ont envie de rester, quelles sont les possibilités.

La vallée de la Drôme est perçue par plusieurs acteurs comme un territoire offrant de nombreuses possibilités sur les métiers du futur. Il s'agit donc de montrer ce qu'il est possible de faire ici, suggérer des envies. Pour la Mission Locale, l'objectif c'est que les jeunes s'autorisent à rêver...pour que ces rêves deviennent des envies mobilisatrices et se transforment en projet.

Penser des parcours

En particulier dans le Crestois, où la construction partenariale est plutôt complexe, le besoin est identifié par plusieurs jeunes, mais aussi des acteurs, de pouvoir construire des parcours qui s'adaptent à là où ils et elles sont dans la maturation de leur projet.

Ainsi, par exemple, pour plusieurs jeunes interrogée.es, Katapult a été une véritable opportunité et leur a beaucoup apporté. Mais à l'issue des 8 mois de service civique, leur projet n'est pas mûr pour autant... et le retour à la Mission locale, avec ou sans CEJ n'est pas forcément suffisant pour continuer à avancer. Une jeune pointe notamment : *« pour chercher un truc qui me hype, j'ai besoin qu'on m'accompagne... et à la Mission Locale, ils accompagnent, mais pas assez ! Si je dis que j'ose pas téléphoner, elles me disent « il faut oser ! »... ça suffit pas : moi j'aurais besoin de coup de mains pour les coups de téléphone, pour identifier des structures... »*.

Autre exemple : les jeunes qui se forment dans des métiers techniques et commencent à travailler tôt dans des entreprises pourraient avoir envie de changer de vie, de se reconvertir, et avoir besoin d'un d'accompagnement ensuite.

Faire se rencontrer les aspirations des jeunes et les formes d'emploi du territoire

L'adéquation entre les besoins des entreprises (dont beaucoup peinent à recruter) et les aspirations des jeunes fait l'objet de beaucoup de littérature récente. Mais sur le territoire, cet enjeu est pointé par plusieurs acteurs. Ainsi, pour l'apprentissage, le taux de concrétisation est très faible, 20 % environ, ce qui démobilise les entreprises – et en particulier les TPE – qui abandonnent, invoquant des jeunes pas motivé.es et un besoin d'accompagnement renforcé. *« Aujourd'hui, les entreprises cherchent des jeunes qui ont envie et un savoir-être, pour le reste, elles peuvent les former. Et quand elles signent un CDD de 6 mois, c'est comme un CDI avant pour les jeunes d'aujourd'hui, c'est un vrai engagement ! »*

Que ce soit pour l'aide à la personne, l'animation, l'industrie : il manque de candidat.es. Et quand on en trouve un qui ne vient pas d'ici, la difficulté de se loger le ou la fait parfois fuir.

D'après le questionnaire réalisé (dont les résultats concordent d'ailleurs avec des études nationales), la première chose importante dans la construction d'un projet professionnel, c'est de trouver un équilibre en vie professionnelle et vie personnelle. Juste après viennent l'envie de trouver du sens, et celle de pouvoir apprendre et évoluer.

Une réflexion sur les formes d'emploi à l'échelle de notre territoire pourrait peut-être permettre de travailler sur cette adéquation ?

Ce qui nous frappe / points saillants sur les ressources existantes

- Des partenaires impliqués tout au long des différentes étapes de l'accompagnement des jeunes vers l'envie d'agir et d'entreprendre sur les deux bassins de vie, Crestois et Diois. Deux étapes sont cependant couvertes par moins d'acteurs : Découverte, expérimentation et émergence des idées, et Accompagnement de l'idée au projet ou vers l'emploi.

Il existe des différences territoriales

- Dans le Crestois : Une coordination entre les acteurs à renforcer pour faire face aux défis communs (financement, jeunes qui peinent à trouver un projet professionnel, enjeux des jeunes : accès au logement, santé mentale...)
- Dans le Diois : une offre à étoffer pour permettre aux jeunes de tester, d'expérimenter pour construire leur projet professionnel.

L'avis des acteurs sur l'ETAJ et le FJT

ETAJ : Intérêts, réserves et préconisations générales

La logique ETAJ est complexe à présenter car protéiforme, et par essence construite à partir des besoins, de l'existant (acteurs, compétences, actions et dispositifs...) et opportunités du territoire. Pour les partenaires, il s'agit donc de se projeter pour pointer ce qu'ils et elles perçoivent d'intérêts et de limites, pour un objet à la forme encore non concrètement déterminée.

Malgré cette complexité, de nombreux intérêts sont identifiés.

Les intérêts identifiés pour les jeunes

✓ Mieux identifier les opportunités du territoire

Si j'ai envie de rester, quelles sont les possibilités ?

L'ETAJ est perçu comme un espace pour découvrir les opportunités du territoire, « souvent méconnues », selon l'avis partagé d'un animateur jeune et deux chargé.es de mission Économie. Ainsi, « *les jeunes ont une fausse vision de l'industrie : ils pensent que c'est sale... alors que tout est robotisé !* ».

Au travers de l'espace test, les jeunes pourraient explorer des pistes pour rester vivre, travailler, voire développer une activité sur le territoire, ou alors se tester et expérimenter avant de partir, en mettant en avant leurs connaissances et aptitudes. Plusieurs jeunes pointent la pertinence de pouvoir réaliser des stages pour tester si une idée est la bonne avant de se lancer dans une formation. Mais ils et elles s'inquiètent du réseau nécessaire pour trouver des lieux adaptés à chaque projet...

Et justement, si Solstice est pointé par plusieurs acteurs comme une structure d'accompagnement peu adaptée aux projets des jeunes (car trop chère pour débiter et visant des projets prêts à facturer donc déjà très avancés), la référente de Solstice imagine, elle, des endroits d'interaction à construire, pour permettre à des jeunes et des entrepreneurs de se rencontrer, sur les missions qui pourraient intéresser les jeunes. Un annuaire d'entrepreneur.euse.s volontaires partagé avec d'autres CAE (Cabestan, Naturascop, Grap...) pourrait par exemple donner à voir d'autres modèles possibles de travail.

Cette proposition irait dans le sens du constat porté par une professionnelle de l'ESCDD : « *Les jeunes ont besoin d'inspiration, de s'identifier à des personnalités, comme celles qu'on voit dans les réseaux sociaux, des jeunes qui ont osé faire des choses* ».

✓ Travailler sur enjeux individuels

Pour la MJC-CS Nini Chaize et l'Espace Social et Culturel du Diois, qui sont surtout légitimes (et financés) pour accompagner les jeunes dans un format collectif, l'ETAJ représente l'intérêt de pouvoir aussi ouvrir sur un accompagnement individuel, et notamment sur les compétences psychosociales.

L'intérêt d'un lieu physique et d'un.e animateur.trice identifié.es et pérennes est de pouvoir être à la disposition des jeunes quand ils et elles en ressentent le besoin.

✓ Renouer avec le collectif

Nous l'avons pointé dans le diagnostic : sans doute du fait du COVID et du développement des communications numériques, il semble que les jeunes aient davantage de mal que leurs aîné.es à être en collectif. Comment redonner envie aux jeunes de se voir physiquement autour de quelque chose qui implique de se déplacer ? Comment leur permettre d'avancer dans leurs questionnements en s'enrichissant des échanges avec d'autres ? A l'instar d'Osons Ici et Maintenant, la dynamique ETAJ pourrait développer et diversifier des façons de (re)découvrir l'émulation du collectif.

Et pour faire le lien avec les enjeux individuels, le collectif permet aussi de travailler des enjeux identifiés dans un accompagnement individuel mais qui ressortent fréquemment, à l'instar d'IVDD, qui travaille en collectif des thématiques particulières : les freins spécifiques à la création d'entreprise pour les femmes (sentiment de légitimité, charge mentale...), la réflexion stratégique (la vision du métier, pourquoi on veut ouvrir cette entreprise...), etc.

✓ Se mettre en situation de travail, d'effort avec la gratification qui va avec

Plusieurs acteurs.trices insistent l'importance et la difficulté, pour certains jeunes, de se mettre dans une situation de contrainte, assortie d'une gratification.

Sur ce sujet, plusieurs jeunes, France Travail, la Mission Locale, la Sauvegarde, le Conseil départemental, des organismes de formation sont unanimes : la contrainte est difficile à tenir. Il faut privilégier des formats courts (3 mois max), assortis d'une gratification pour contrebalancer. En effet, pour France Travail, les immersions non indemnisées sont difficiles à tenir. Un jeune le dit aussi : « *je ferais bien des stages pour voir si les équipes sont sympas... mais le travail gratuit, ça me gêne un peu !* ». Pour la Sauvegarde, les jeunes accompagnés ont un attrait fort pour l'argent : il faut donc mettre en avant la rémunération sur la phase d'information et mobilisation.

Les intérêts identifiés pour les partenaires

✓ Renforcer et financer la coordination partenariale

Nous avons évoqué dans ce diagnostic le double enjeu d'un renforcement de la coordination des acteurs et du financement de leurs actions.

L'ETAJ est perçu par plusieurs acteurs comme la possibilité de mettre de l'huile dans les rouages des parcours des jeunes : « *C'est une idée intéressante, tous les moyens sont bons pour ramener les gens à l'emploi, entre nous il n'y a pas de concurrence !* » (France Travail). Le lien Mission Locale / France travail / ETAJ semble être essentiel à construire. Mais ces premiers concernés par l'accompagnement vers l'activité voient aussi l'ETAJ comme l'opportunité de travailler à plusieurs, et de davantage s'allier avec les entreprises et associations du territoire

Pour ce qui est du financement, la Sauvergarde pointe l'« *obsession actuelle des politiques pour les « doublons* » » et donc la nécessité de bien différencier les actions. Leur mise en cohérence et leur articulation au sein d'un même projet regroupant plusieurs acteurs permet ainsi parfois d'accéder à d'autres financements plus gros et souvent pluriannuels. Déjà expérimentée par certains acteurs - dont le 8Fablab ou le GRETA -, cette logique de projets en consortium est une piste nouvelle pour les acteurs traditionnellement mieux financés, mais qui commencent, face à la raréfaction des subventions publiques, à devoir réfléchir à leur modèle économique.

La MSA, elle, ouvre la possibilité de soutenir et financer l'ETAJ au travers du dispositif « Grandir en milieu rural » ou « AAP Jeunes MSA », s'il suivait par exemple une cohorte de jeunes intéressés par le milieu agricole...

✓ Lien avec le Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT)

Pour une majorité des acteurs rencontrés, le FJT doit être le cœur du projet, à partir duquel « *on tricote avec le public pour voir sur quoi il a besoin d'accompagnement* » (8Fablab). Ils et elles préconisent donc de travailler l'ETAJ dans le cadre du FJT, à partir d'un public captif, sur place.

En tout cas, l'articulation ETAJ / FJT semble logique, à même d'apporter aux jeunes un parcours sécurisant.

Les réserves identifiées

- Nous avons déjà évoqué la question du **financement** de l'ETAJ : il peut être source de nouvelles opportunités, mais aussi d'interrogations sur son modèle économique global, qui ne soit pas au détriment des autres actions, acteurs et financements, dans une période de plus en plus tendue.
- Sur la **dynamique de sa création**, le 8Fablab met en garde, à partir de sa propre expérience : créer une structure pour susciter une dynamique plutôt que comme résultante d'une dynamique existante, c'est risqué... et cela peut mettre du temps à décoller.
- Sur le fond, France Travail s'interroge : qu'est-ce que permet l'ETAJ que le CEJ ne permette pas (indemnisation pour les immersions par exemple) ? La Mission Locale rappelle que l'accompagnement à la création du projet professionnelle est de sa compétence, et réaffirme son intérêt pour que l'ETAJ développe l'aspect création d'activité. Et la CCCPS fait part d'un doute : contrairement aux espaces-tests agricoles limités à un sujet, comment avoir les moyens d'accompagner les jeunes sans essayer de les orienter sur leurs projets, dans n'importe quelle thématique ?

Des pistes de « formats » et de logiques de communication

Sur les formats de l'ETAJ, les acteurs rencontrés recommandent :

- De privilégier des tests sur temps court (3 mois maximum), avec une rémunération qui sécurise et motive. En ce sens, l'Entreprise coopérative de Jeunes (ECJ) semble adaptée, mais la nature de l'activité de l'ECJ va rentrer en compte aussi dans la mobilisation des jeunes.
- Pour les jeunes rencontrés, l'ETAJ marchera seulement s'il y a un accompagnement. « *Si les jeunes sont paumés tous seuls, ils ne feront rien* » (un jeune). Ils et elles identifient d'ailleurs un besoin d'accompagnement, sur des tâches simples (téléphoner pour prendre un RDV, par exemple). Cependant, cet accompagnement ne ressort pas comme une demande de la part des jeunes ayant rempli le questionnaire. Il faut donc trouver un équilibre en une proposition d'accompagnement bien identifiée, mais pas contraignante.

Pour communiquer sur l'ETAJ auprès des jeunes :

- Pour la chargée de mission Jeunesse du département, un site internet qui résume tout ce qui existe sur l'accompagnement et une présence sur les réseaux sociaux seraient nécessaires.
- Pour un professionnel de la MFR, il faut aussi créer des lieux de rencontre « physiques » entre les élèves captifs et des solutions intéressantes du territoire, en venant les présenter en 1h aux élèves.
- Les jeunes abondent dans ces deux directions : aller en parler au lycée, pendant une heure de cours obligatoire, prévoir des affiches et flyers à distribuer, mais aussi communiquer par

Instagram, en utilisant comme relais des jeunes qui ont de la notoriété. Selon eux, un site internet ne servirait à rien, ou à peu de jeunes.

Éléments spécifiques au Crestois

Le diagnostic a fait ressortir des spécificités sur le bassin de vie de Crest.

Partenariat

Nous avons vu que la coordination entre les partenaires autour de la jeunesse n'était pas perçue comme fluide sur le Crestois. Pour le directeur de la MJC-CS Nini Chaize, c'est donc un des enjeux de l'ETAJ : faire lien entre tous les partenaires...

Certains sont déjà très mobilisés : le 8Fablab, qui se définit lui-même comme un espace-test a très envie de travailler en coopération et participera aux éventuelles suites de la démarche de toute façon, et OIM est partant sur le principe de projets en consortium.

Si elle n'est nommée pas aussi clairement, la question de la légitimité de la Frapp, qui n'est pas aujourd'hui un acteur jeunesse implanté sur le territoire, à jouer un rôle dans la coordination de ces acteurs est interrogée, en particulier s'il advenait qu'elle ne porte pas de FJT dans le Crestois. Mais la mobilisation de nombreux autres partenaires (Mission Locale, France Travail, Sauvegarde...) et leurs retours positifs lors de la présentation du diagnostic laisse présager qu'une dynamique pourrait effectivement se mettre en place, ou en tout cas que plusieurs acteurs en manifestent l'envie.

Public

Que ce soit pour la responsable de Val Accueil ou pour la chargée de mission jeunesse de la CCVD, « *il faut aller bien, pour s'engager dans cette démarche. Les jeunes qui restent ont souvent d'autres urgences !* ». Les professionnelles s'interrogent sur le fait qu'il y ait un public pour l'ETAJ sur le bassin de vie de Crest.

En effet, d'après elles et les éducateurs de la Sauvegarde, c'est dur d'engager les jeunes sur un temps long et il peut y avoir un écart entre ce qu'ils se croient capables de faire et ce qu'ils peuvent réellement faire.

Il faudra donc développer des formats courts, graduels, pas rigides, valorisant les savoirs expérientiels, et leur permettre de tester des projets où ils et elles ne seront pas en échec, des espaces de réussite où « *ils ne se crameront pas dans les réseaux (entreprises...)* ». Le rapport au collectif devra être savamment dosé : « *ne pas se voir souvent pour pas revivre des choses dures de l'école* ».

La Sauvegarde soulève la réflexion sur la pertinence de se spécialiser sur publics spécifiques (TDA, dys, HP,...). Pour Osons Ici et Maintenant, l'ETAJ serait une bonne continuité de Katapult, car une

part des jeunes qui en sortent n'ont pas de projet défini. Le 8 Fablab a, lui, quatre exemples de jeunes qui ont cherché un futur ici et ont réussi.

Lien avec le FJT

Le lien avec le Foyer de Jeunes Travailleurs semble très pertinent dans le Crestois. La hausse très importante des prix de l'immobilier et de la demande (notamment de la part de ménages plus aisés) rend presque impossible l'accès au logement pour les jeunes avec peu de ressources qui veulent décohabiter d'avec leurs parents tout en restant sur le territoire, ou celles et ceux qui veulent s'y installer.

Par ailleurs, nous l'avons vu, des entreprises ou des centres de formation peinent à recruter du fait de la pénurie de logements accessibles.

Le lien ETAJ-FJT semble être aussi une réponse pertinente pour la situation spécifique des jeunes accueillis par Val Accueil. La structure est en effet très partante pour développer un genre d'accueil de jour / ETAJ / FJT « *un peu grunge, avec de l'accompagnement et les partenaires très en lien autour, bien repéré par les jeunes et actif sur la prévention, la santé sexuelle...* ». Le lien avec le PAEJ en réflexion est évoqué.

Éléments spécifiques au Diois

Partenariat

D'après la Mission Locale, un dispositif comme l'ETAJ serait particulièrement intéressant dans le Diois, qui manque de ressources d'accompagnement, mais où Aire Trésor, par exemple, fonctionne bien, notamment grâce au bouche à oreille.

L'ESCDD est intéressé aussi par le projet : le centre social s'implique déjà sur les questions accompagnement des jeunes vers l'emploi, notamment dans le cadre du RAJ. Sans avoir les moyens actuellement d'être en direct sur du pilotage/portage ou copilotage, il pourrait jouer un rôle dans l'ETAJ : soutenir les dynamiques des jeunes adultes, assurer la formation des bénévoles, de la mise en réseau, (co)porter des actions... Déjà financé par la Fondation de France sur un projet autour de l'habitat (notamment des jeunes), l'ESCDD est très preneur d'avancer à plusieurs.

De son côté, la Communauté de Communes de Diois voit un intérêt à identifier des besoins potentiels de services qui pourraient être support à création d'activité sur le Diois (logique « Fabrique à initiatives »).

Un peu décentré de Die, les locaux de la Fondation Ardouvin à Vercheny (plaine) pourraient accueillir un ETAJ, pour faire le lien avec public de la Fondation. En tout cas, il faudrait penser le lien, les passerelles entre les différents espaces !

Public

Plusieurs publics sont identifiés dans le Diois comme potentiellement intéressés par un ETAJ. En premier lieu, comme nous l'avons évoqué dans le diagnostic, les jeunes qui restent sans avoir pour autant de projet défini. Mais pour une professionnelle de l'ESCDD, il faut aussi compter sur celles et ceux qui partent, et reviennent, mais pour qui il manque le déclic : ils et elles auraient envie de s'installer en équipe (ferme, livraison...). Il y a de quoi faire pour l'initiative, mais le passage pour oser doit être accompagné pour développer des compétences, se sécuriser.

Plus spécifiquement, autour du Village d'Enfants de Vercheny, des jeunes femmes (souvent avec des CAP) pourraient être intéressées pour explorer des choses autour du ménage ou aide à la personne. Pour le responsable de la Fondation Ardouvin, une Entreprise Coopérative Jeunesse sur l'aide à la personne pourrait marcher, par exemple. Il pointe aussi le volet agricole ou la garde d'enfants : en effet, la Maison d'assistantes maternelles de Vercheny va fermer, tellement elle manque de personnel...

Pour le référent du BTS Management et Économie de la Construction, à la Cité Scolaire de Die, les jeunes qui pourraient être intéressés par l'ETAJ sont peu nombreux mais il y en a quand même quelques-uns qui à l'issue de la formation ne savent pas dans quelle direction s'orienter (ou font une année de césure avant de continuer en licence).

Lien avec le FJT

De l'avis de tous les partenaires du territoire, un Foyer de Jeunes Travailleurs serait pertinent à Die, qui a porté un projet de FJT il y a 3 ans, avorté pour des difficultés d'accès au foncier.

Plusieurs raisons sont invoquées :

- Pour accompagner les jeunes pour aller vers l'indépendance : comment je me réalise, comment je deviens indépendant (décohabitation).
- Pour répondre aux besoins du territoire : accueil de migrants, jeunes en formation qui sont parfois là seulement 2 semaines par mois (en alternance ou stage), saturation de l'internat de la Cité Scolaire qui ne peut accueillir que 2 à 3 élèves de BTS, entreprises qui ont du mal à recruter
- Pour faire face aux problématiques de logement : manque, insalubres, loyers élevés...
- Pour proposer une suite de parcours accompagnée aux jeunes qui sortent du Village d'Enfants
- Pour participer à répondre au besoin de places d'hébergement d'urgence qui ont fermé sur le territoire, s'il est possible d'inclure 2 ou 3 places d'hébergement d'urgence sur le FJT.

En guise de conclusion

Nous étions partis de deux hypothèses pour ce diagnostic :

- x Il existe des besoins non couverts ou insuffisamment couverts pour l'accompagnement des jeunes en amont du projet d'activité
- x Il y a un intérêt pour le territoire à mieux articuler les compétences des acteurs pour adapter les propositions aux besoins des jeunes.

La rencontre de 36 représentants de 30 structures, les 43 jeunes interrogés/questionnés et le temps de restitution partenariale avec 17 des personnes rencontrées ont permis d'affiner et nuancer ces hypothèses initiales, et notamment avec une distinction entre les deux bassins de vie.

→ Dans le Crestois, il existe bien des besoins d'accompagnement insuffisamment couverts mais qui concernent a priori et avant tout des jeunes plutôt en difficulté et dans une phase (très) exploratoire.

La dynamique d'acteurs est encore timide : si l'idée de l'articulation des compétences de chacun, de la mise en place de projets communs/mutualisés, et d'un travail structuré en réseau fait son chemin, elle rencontre plusieurs types de freins et questionne aussi la dynamique collective et institutionnelle – au sens large – pour soutenir la démarche.

→ Dans le Diois, des besoins non couverts sont identifiés pour accompagner les jeunes qui restent ou reviennent sur le territoire à imaginer des « possibles », et permettre l'expérimentation et la mise à l'action. La dynamique partenariale existe sur ce sujet et des acteurs centraux et moteurs sont demandeurs d'aller plus loin.

Ce diagnostic venait compléter l'étude sur le logement des jeunes dans la Vallée de la Drôme réalisé par la Frapp en 2024. Il vient notamment confirmer la logique initiale de notre projet FJT-ETAJ : **l'ETAJ est particulièrement pertinent s'il est en lien avec le FJT.**

Pour la suite du projet, deux pistes sont donc à explorer, selon que le FJT soit créé ou non.

1. Le Foyer de Jeunes Travailleurs est créé

→ Existence d'un lieu d'accueil, porte d'entrée « identifiée » de l'ETAJ (parmi d'autres portes d'entrées possibles)

→ Poursuite de la démarche selon la localisation :

- Articulation de l'ETAJ avec la dimension FJT
- Définition des fonctions et usages du lieu, en lien avec l'existant (dont actions, interventions... de partenaires sur site)
- Construction des articulations avec les acteurs et dispositifs (parcours, interventions coordonnées, identification des manques et des possibilités d'action, projets mutualisés...)
- Modèle économique / financement en lien avec le FJT

Le travail de recherche d'un terrain propice et la concertation avec les institutions du territoire a démarré en octobre 2023.

Malgré l'énergie déployée pour faire aboutir ce projet à Crest ou ses immédiats alentours, la spécificité d'une très grande tension sur le foncier disponible et le contexte particulier de l'organisation entre ville centre et communauté de communes complexifient la mise en œuvre d'un projet de l'envergure tel que le FJT.

Plus récemment explorées, des pistes de terrains nus sont envisagées depuis janvier 2025 à Die, en articulation avec Soliha, et en lien étroit avec la commune de Die et avec la communauté de commune du Diois. Elles doivent faire l'objet d'études et d'arbitrages complémentaires.

Quoi qu'il en soit, la période préélectorale qui s'ouvrira après l'été mettra en pause le lancement de projets d'ampleur sur le territoire. Il reste donc quelques mois pour enclencher concrètement (ou pas) ce projet de logement et d'ETAJ, sur l'un ou l'autre des bassins de vie. Après les élections et la mise en place des équipes élues, peut-être qu'une dynamique concrète se relancera ; mais c'est une autre histoire...

2. Le FJT n'est pas créé

→ Une dynamique partenariale autour de « l'agir et l'entreprendre » des jeunes reste pertinente à poursuivre, que ce soit dans le Diois et dans le Crestois.

→ Plusieurs points de départ sont envisageables pour envisager des suites de la démarche, pas nécessairement portées par la Frapp :

- L'implication / l'investissement d'un acteur central pour porter la dynamique collective sur cette tranche d'âge, sur les sujets, enjeux, questions... soulevés au cours de la réalisation du diagnostic et dans ce document
- L'opportunité d'appels à projets sur lequel un collectif d'acteurs se positionnerait
- L'envie d'un collectif d'acteurs de construire un projet collectif mutualisé, par exemple à partir d'une opportunité de possible financement d'une partie du projet
- Autres pistes... ?

Il existe déjà plusieurs expériences, actions, dynamiques qui s'inscrivent ou pourraient s'inscrire dans une logique d'ETAJ.

→ Des projets collectifs, dans une logique de complémentarité des compétences :

- Des projets construits et réalisés à plusieurs, parmi lesquels :
 - Les chantiers Éducatifs Environnement (Biovallée, Sauvergarde 26)
 - Les projets du RAJ du Dois : Carnet de l'engagement, Move Your BoDie, etc.
- Des projets initiés par un acteur au départ, qui mobilise et implique des partenaires locaux dans une co-réalisation de l'action, parmi lesquels :

- La formation RéparAtout (8Fablab, la Frapp, prescripteurs de jeunes, les structures locales pour les visites de terrain, la Cité scolaire St-Louis)
 - Les Ateliers Radio Compétences Sociales et Numériques (Radio Diois–RDWA, Aire Trésor, Mission Locale, Fondation Ardouvin, 8 FabLab)
 - Katapult (Osons Ici et Maintenant, prescripteurs de jeunes, structures locales pour l'accueil des jeunes en service civique d'initiative)
- D'autres projets moins « institutionnels » en développement sur le territoire
- Des lieux propices, ouverts pour accueillir des jeunes (les espaces Jeunes, les centres sociaux, L'Elabo, Archijoux, la Chignole, Bis Usus, le 8 Fablab, l'Or des Bennes, RDWA, l'Asymétrie, la SAS Bérard, la réflexion en cours sur le site de la Fondation Ardouvin, etc...)
 - Des acteurs de la formation intéressés pour imaginer et concevoir de nouvelles propositions (Greta, Aplomb, etc.)
 - Des acteurs locaux de l'accompagnement et du financement de la création d'entreprises présents pour apporter leur appui dans leurs champs d'intervention

La réalisation du diagnostic ETAJ a entre autres montré la pertinence et l'intérêt d'aller plus loin pour mieux structurer, organiser, animer les articulations, complémentarités, coopérations des acteurs impliqués au profit des 16-30 ans dans l'agir et l'entreprendre, et plus largement au profit du territoire.

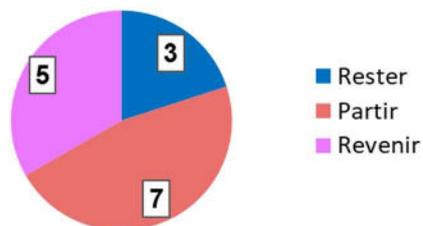
La dynamique collective autour d'une démarche ETAJ dépend, en partie, des perspectives concernant le FJT.

Annexe 1 / Liste des partenaires rencontrés

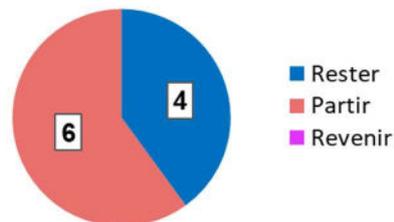
| ACTEURS INSTITUTIONNELS | | |
|---|--|--------------------------------------|
| CCCPS | Chargée de mission Jeunesse | Caroline Faure |
| CCCPS | Chargé de mission Service économie | Rémi Gras |
| CCVD | Service jeunesse / coordo CTG | Anaïs Virfollet |
| CCD | Pôle Développement et Social | Estelle Jabrin |
| CCD | Chargée de mission Emploi | Amélie Cardinal |
| CCD | chargée de mission Développement économique | Anne-Claire Bérard |
| Mairie Crest | Service éco | Brigitte Baude |
| CD 26 | Service Jeunesse | Fanny Roux |
| CAF 26 | Conseillère en action sociale Crestois Pays de Saillans et Diois | Béatrice Lombard |
| MSA | Agent de développement local Crestois | Anne Blanchier |
| ACTEURS ÉCONOMIQUES | | |
| IVDD | Directeur | François Noguet |
| Solstice | Accompagnante | Coline François |
| Osons ici et maintenant | Responsable | Paul Ménager |
| ADIE | Conseillère | Noro Ratovoherison |
| Chambre des métiers | Rencontrés lors du forum Crest Active | |
| CCI | | |
| Chambre Agriculture | | |
| ACTEURS SOCIAUX, JEUNESSE ET FORMATION | | |
| Mission Locale Vallée de la Drôme | Directrice | Maryline Bolomey |
| Mission Locale Vallée de la Drôme | Chargée de mission Emploi et Référente Antenne de Die | Sandy Delort |
| Sauvegarde 26 | Éducateurs de prévention | Alexis Coutin Géraldine Pajeot |
| DIACONNAT Val'Accueil | Éducatrice | Lisa Noble |
| Espace Jeunes Crest | Animateur | Pascal Spaeter |
| MJC-Centre Social Nini Chaize | Directeur | Julien Flour |
| MJC-Centre Social Nini Chaize | Animatrice jeunesse | Ludovic |
| Pôle emploi Crest | Directrice de l'agence de Crest | Laurence Gaffiot |
| ESCDD centre soc Die | Chargée de développement social local | Coraline Monnot |
| ESCDD centre soc Die | Coordinatrice jeunesse | Aurélie Rabine |
| Fondation Ardouvin | Directeur | Jérôme Aubert |
| 8 FabLab | Co-directeurs | Caroline Naillet Vincent Bidollet |
| GRETA | Conseillers en formation continue | Yann Bouchet Brendan Marcus |
| CFPPA Die | Directeur | Renaud Laporte |
| Aplombs Die | Equipe de Die | Alice Corroenne |
| Aire Trésor Die | Chargée d'insertion | Cécile Deshayes |
| Saint Louis Post-Bac | Responsable Entreprises, Communication | Jean-Charles Maillol |
| Cité sco Die Post Bac | Professeur coordonnateur BTS MEC | Olivier Bazillais |

Annexe 2 / Retour sur les questionnaires Jeunes

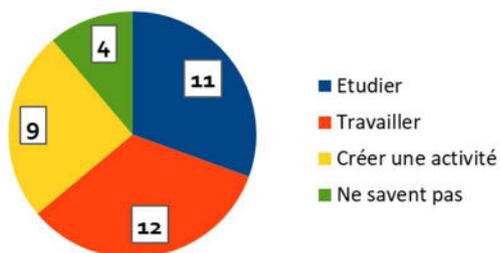
PROJECTION DES JEUNES DU CRESTOIS



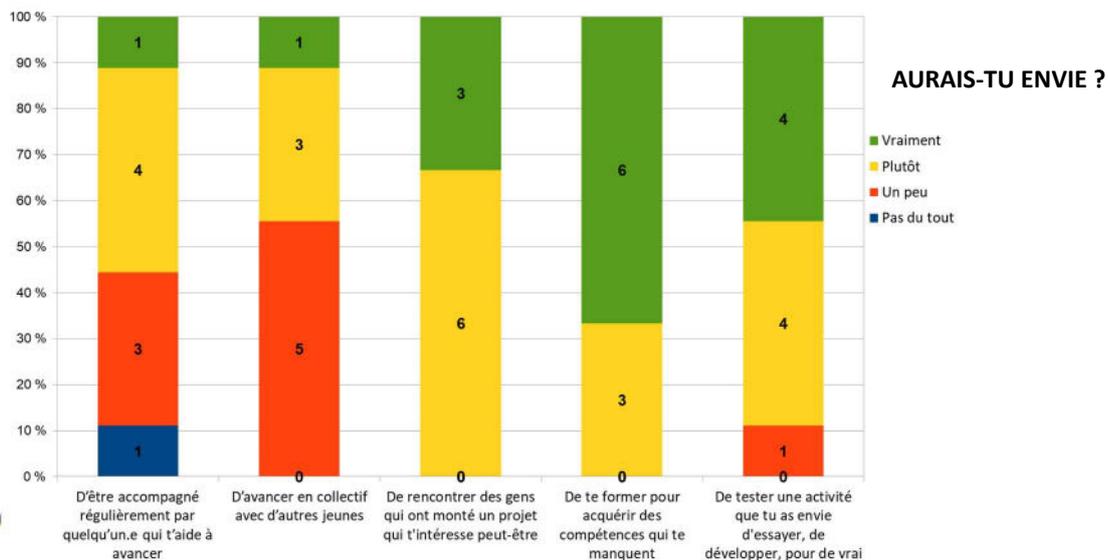
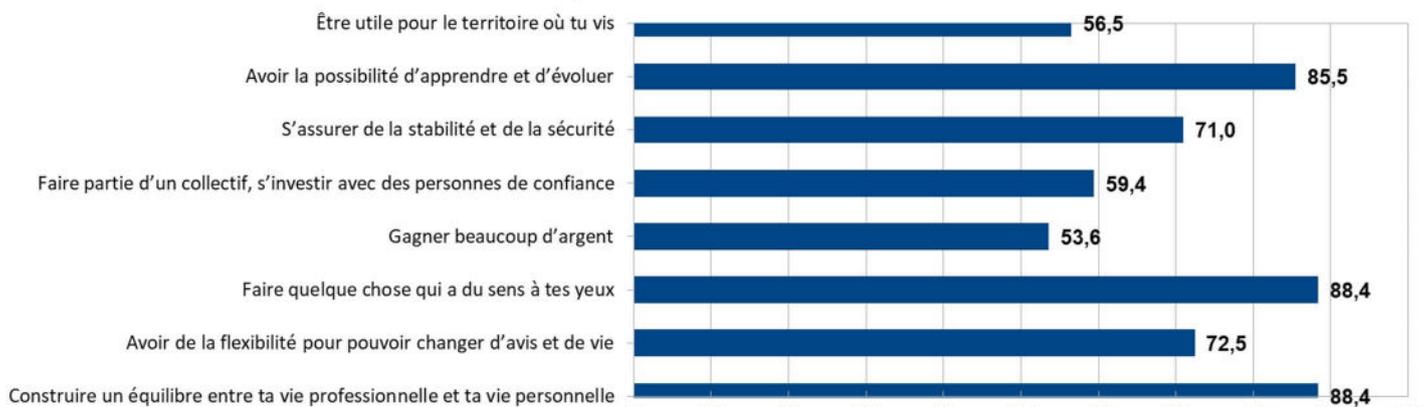
PROJECTIONS DES JEUNES DU DIOIS



CE QUE SOUHAITENT FAIRE LES JEUNES DANS LES ANNEES A VENIR



CE QUI GUIDE LE PROJET D'AVENIR



Annexe 3 / Cartographie des acteurs

